

Revue

N° 8
FR

Été 2011

rurale de l'UE

La magazine du réseau européen de développement rural



La qualité des produits agricoles:
un facteur clé pour le succès
des zones rurales de l'UE



Commission européenne
Agriculture et développement rural



Rédacteur en chef: Rob Peters, chef d'unité — Réseau européen et suivi de la politique de développement rural, direction générale de l'agriculture et du développement rural, Commission européenne

Comité de rédaction: services de la DG Agriculture et développement rural, présidés par Antonis Constantinou, directeur — Programmes de développement rural II

Auteurs et contributeurs: Angelo Strano, Tim Hudson, Mark Redman, Jacqui Meskell, Christopher Stopes, Cecile Schalenbourg, Sandro Angiolini, Edina Ockso, Rasa Baliuleviciene, Ewa Bloch, Eamon O'Hara, Marili Parissaki, Anja Hayes, Stephen Gardner, Justin Toland

Droits d'auteur relatifs aux photographies: Union européenne, 1995-2011, T. Hudson, Why I Love Organic 2011, , Karl Egger, Elia Bozzolan, Hilary Waller, Félix Romero/WWF España, Éltető Balaton-felvidékért Egyesület, Daniele Piccinin, Rasa Baliuleviciene, Riccardo Passero, Florentino Arzuaga Iparraguirre, Ewa Bloch, Simon Olling Rebsdorf, Ekotrend Myjava company

Nous vous invitons à vous abonner aux publications du réseau européen de développement durable à l'adresse suivante:

<http://enrd.ec.europa.eu>

Vous pouvez également commander gratuitement un exemplaire sur papier via le site internet EU Bookshop:

<http://bookshop.europa.eu>

Le contenu de la publication *Revue rurale de l'UE* ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.

La *Revue rurale de l'UE* est publiée en six langues officielles (allemand, anglais, espagnol, français, italien et polonais).

Manuscrit finalisé en mai 2011. La version originale est le texte anglais.

© Union européenne, 2011

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Pour de plus amples informations sur l'Union européenne, consultez le site <http://europa.eu>

Printed in Belgium

Imprimé sur papier recyclé ayant reçu le label écologique de l'UE pour papier graphique (<http://ec.europa.eu/ecolabel/>)



Le contenu de la présente publication est donné uniquement à titre d'information et n'est pas juridiquement contraignant.

Avant-propos

- AVANT-PROPOS..... 4

Les zones rurales à la loupe

- LA QUALITÉ DES PRODUITS AGRICOLES: UN FACTEUR DE RÉUSSITE POUR LES SECTEURS AGRICOLE ET ALIMENTAIRE DE L'UE..... 6

Développements ruraux

- SOUTIEN DE LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR DE LA VIANDE ET DES PRODUITS LAITIERS: EXEMPLES DE PDR EN PROVENANCE DES ARDENNES..... 14
- LA QUALITÉ PAR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE: L'EXPÉRIENCE ITALIENNE..... 18
- SOUTENIR LA QUALITÉ DANS LE SECTEUR DU VIN..... 21
- PROMOUVOIR LA QUALITÉ DU PRODUIT EN SYMBIOSE AVEC L'ENVIRONNEMENT DANS LES ÉTATS BALTES 26

Tour d'horizon du monde rural

- LA STRATÉGIE, L'ÉLÉMENT ESSENTIEL POUR COORDONNER LE SOUTIEN DES PDR À L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE 30

Citoyens ruraux

- JETER LES BASES DE LA PRODUCTION BIOLOGIQUE EN SLOVAQUIE..... 34
- L'HISTOIRE D'UNE VINIFICATION DE QUALITÉ EN ESPAGNE..... 38

Recherche rurale

- CORE ORGANIC: SOUTENIR LA RECHERCHE TRANSNATIONALE DANS L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE BIOLOGIQUES..... 42
- CERTCOST: RECHERCHER DES MOYENS D'AMÉLIORER LE SYSTÈME DE CERTIFICATION DES PRODUITS BIOLOGIQUES 45

Perspectives de développement rural

- RÉFLEXIONS SUR LES PRODUITS DE QUALITÉ DANS L'AGRICULTURE 48

Graphiques

- GRAPHIQUE 1 — L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS L'UE (EN % DE LA SUPERFICIE AGRICOLE UTILISÉE — SAU)..... 9
- GRAPHIQUE 2 — EXTENSION DE LA SUPERFICIE CONSACRÉE À LA PRODUCTION BIOLOGIQUE DANS L'UE (EN % DE LA SAU) 10
- GRAPHIQUE 3 — LOGO DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DE L'UNION: MENTIONS OBLIGATOIRES 11

Avant-propos



Les agriculteurs et les producteurs alimentaires européens sont réputés pour le large éventail de produits de qualité supérieure qu'ils produisent. En dehors des exigences d'ordre juridique, un certain nombre d'autres aspects liés à la qualité du produit sont également appréciés par les consommateurs, par exemple l'utilisation de modes de production traditionnels.

La politique de qualité des produits agricoles fait partie intégrante de la politique agricole commune (PAC). La récente communication de la Commission sur la PAC après 2013 a identifié plusieurs défis clés que l'amélioration de la politique de qualité des produits agricoles contribuera à relever. Parmi ces défis, citons le maintien de la diversité des activités agricoles dans les zones rurales et l'encouragement de la compétitivité. La qualité agricole contribue, en outre, à renforcer la part de l'Union européenne (UE) dans le marché mondial des produits alimentaires.

Le marché des produits agricoles de qualité est en croissance constante. À titre d'exemple, la part de marché de l'UE s'élevait en 2009 à 18 milliards d'euros pour les produits biologiques et à 22 milliards d'euros pour les produits d'appellation d'origine protégée et les spécialités traditionnelles garanties. En plus des produits qu'il peut se procurer localement, le citoyen de l'UE se montre de plus en plus désireux de pouvoir choisir parmi un

vaste assortiment de produits de qualité supérieure, témoins de l'application de normes élevées en matière de sécurité, de respect de l'environnement et de bien-être animal.

Les propositions contenues dans le nouveau paquet «qualité» de la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG Agriculture et développement rural) de la Commission européenne mettent en évidence les gains commerciaux majeurs qui peuvent être réalisés en renforçant les aspects qualitatifs des systèmes de production agricole. L'Union européenne s'est fixée pour principale priorité de promouvoir une économie plus compétitive, et la politique de qualité est l'une des pierres angulaires de la compétitivité agricole de l'UE.

Ce huitième numéro de la *Revue rurale de l'UE* se penche sur la façon dont la politique de l'UE dans le domaine de l'agriculture et du développement rural contribue à promouvoir des produits agricoles de qualité. Nous nous intéressons aux évolutions dans ce domaine, nous explorons la contribution que pourraient apporter les différents programmes de développement rural (PDR) et nous examinons leur influence sur l'agriculture et des domaines plus larges de la politique rurale.

Après une présentation du concept de produits agricoles de qualité, le magazine

se concentre sur quatre macrodomaines qui montrent les liens existant entre la politique de développement rural et la qualité des produits agricoles:

- les produits laitiers et la viande en France, au Luxembourg et en Belgique;
- les fruits et légumes en Italie;
- le vin d'un bout à l'autre de l'Europe et
- la relation entre agriculture et environnement dans les États baltes.

Vous trouverez également dans ce numéro une série d'études de cas portant sur le développement rural dans plusieurs États membres. Les exemples de projets et d'expériences pratiques couronnés de succès qui y sont présentés illustrent le rôle bénéfique des mesures contenues dans les PDR pour promouvoir la qualité des produits agricoles sur le terrain. La palette de mesures au titre des PDR contribuant à la fourniture de produits de qualité est vaste et comprend des mesures qui abordent les questions de qualité à travers des approches directes et indirectes.

Les zones rurales à la loupe

La qualité des produits agricoles: un facteur de réussite pour les secteurs agricole et alimentaire de l'UE



Les produits biologiques et de qualité constituent un élément clé de la politique agricole commune et sont un objectif important de la politique de développement rural. En réalité, la mise en valeur de la qualité du secteur alimentaire dans toute l'Europe dépend en partie de la politique de développement rural de l'UE. Le soutien et les possibilités de mise en œuvre effective dépendent des actions prises dans chaque État membre. Mais la façon dont nous définissons la qualité est déterminante.

L'agriculture reste un élément moteur essentiel de l'économie rurale dans la plupart des régions d'Europe. La vitalité et le potentiel de nombreuses zones rurales sont étroitement liés à la présence d'un secteur agroalimentaire compétitif et dynamique, attirant aussi bien les jeunes agriculteurs que les consommateurs et les citoyens.

Le secteur agroalimentaire de l'UE est réputé auprès des consommateurs du monde entier pour sa qualité supérieure, qui est le fruit d'efforts intenses, d'investissements, de l'innovation et d'une recherche de l'excellence. Les denrées alimentaires et les boissons produites dans l'UE sont synonymes de qualité et

leur grande diversité est à l'image des traditions et régions variées qui composent l'Europe. Les aliments présentant des arguments de vente supplémentaires, notamment ceux qui sont associés à des pratiques commerciales éthiques et équitables ou ceux qui revêtent une dimension locale, traditionnelle et régionale spécifique, sont également importants.

La sécurité alimentaire et les bonnes conditions de travail sous-tendent le secteur alimentaire et agricole européen, tandis que des normes de commercialisation veillent à ce qu'un niveau de qualité minimal soit atteint. Un large éventail de programmes permettant de définir des produits de qualité sur le marché, par le biais de la réglementation et

de lignes directrices volontaires, vient compléter ces exigences. Parmi les exemples éloquentes, nous retiendrons les programmes qui encouragent l'authenticité et la provenance des aliments [par exemple, l'appellation d'origine protégée (AOP), l'indication géographique protégée (IGP) et la spécialité traditionnelle garantie (STG)], la labellisation des produits biologiques et les autres programmes de labellisation utilisés pour qualifier les produits respectueux de l'environnement et du bien-être animal (les instruments de promotion de la qualité utilisés en Europe, qu'ils soient imposés par la loi ou volontaires, sont présentés dans le tableau 1).



© UNION EUROPÉENNE, 1995-2011

Tableau 1 — Exemples d'appellations et d'outils extraits de systèmes de promotion de la qualité alimentaire

Normes définies par la loi

Appellation d'origine protégée (AOP)

Produits agricoles et denrées alimentaires dont la production, la transformation et l'élaboration ont lieu dans une aire géographique déterminée avec un savoir-faire reconnu et constaté.

Indication géographique protégée (IGP)

Produits agricoles et denrées alimentaires étroitement liés à une zone géographique dans laquelle se déroule au minimum une des étapes de leur production, leur transformation ou leur élaboration.

Spécialité traditionnelle garantie (STG)

Mise en valeur du caractère traditionnel d'un produit spécifié soit dans sa composition, soit dans son mode de production.

Produits biologiques

La définition légale harmonisée à l'échelle de l'UE des normes de production et de transformation pour les denrées alimentaires, les aliments pour animaux, les semences et les produits agricoles non transformés figure dans le règlement (CE) n° 834/2007. Des normes privées se fondent sur ce règlement et peuvent aller au-delà de celui-ci. La participation à ce système est facultative. Le règlement protège l'utilisation du terme «biologique» et inclut des règles pour l'utilisation du logo «Agriculture biologique» de l'UE. Il s'agit de méthodes agroalimentaires définies et certifiées, basées sur des principes et des pratiques énoncés dans des normes de production et de transformation détaillées, conçues dans le but de réduire l'impact sur l'environnement et d'offrir une nourriture savoureuse et authentique, et respectueuses des cycles naturels et du bien-être des animaux.

Assurance agricole

Normes de production minimales qui reflètent la législation de l'UE, une condition de commercialisation imposée sur la plupart des marchés agroalimentaires.

Pratiques d'ovoproduction

Pratiques de production définies pour les poules pondeuses visant à donner une assurance concernant le système utilisé, que ce soit pour les poules en

batterie ou pour les méthodes d'élevage «en plein air» et biologiques.

Normes volontaires et lignes directrices

Respect du bien-être animal

Systèmes de production du bétail qui prévoient un plus grand respect de l'animal et s'accompagnent de meilleurs résultats sur le plan de la santé et du bien-être.

Production intégrée

Pratiques de production utilisant moins d'intrants tels que les pesticides et autres produits chimiques agricoles.

Slow Food

Produit transformé et mis à disposition en utilisant des méthodes traditionnelles et artisanales. Élaboré et promu en tant qu'alternative à l'expansion du *fast food* et à l'impact sur l'alimentation, la santé et la culture qui lui est associé.

Magasin agricole

Produits vendus au détail directement au départ de l'exploitation, ce qui implique généralement la propre production des agriculteurs. Cette vente s'accompagne souvent aussi de la transformation d'aliments au sein de l'exploitation (par exemple en fromage ou en produits à base de viande). Des règles et lignes directrices sont imposées pour les magasins agricoles dans de nombreux États membres.

Marché agricole

Produits vendus directement par le producteur sur les marchés locaux. Des règles sont souvent appliquées pour contrôler l'origine des aliments vendus sur les marchés.

Commerce équitable

Meilleures conditions pour l'agriculteur et termes de l'échange améliorés, s'appliquant généralement uniquement aux produits en provenance de pays en développement, mais de plus en plus considérés comme pertinents en Europe.

Ces programmes de qualité peuvent aider les agriculteurs et leur communauté rurale en soutenant la renaissance des économies rurales, notamment en encourageant la transparence entre les producteurs et les consommateurs sur le marché. Ils favorisent ainsi le développement rural en établissant des chaînes d'approvisionnement plus intégrées, fondées sur des liens de collaboration durables.

Le marché des produits agricoles de qualité est important. En 2009, le marché de

détail de l'UE pour les produits biologiques représentait 18 milliards d'euros. Les «appellations d'origine» et les «spécialités garanties» étaient évaluées à 14 milliards d'euros sur le marché de gros en 2007. Quant aux aliments issus du «commerce équitable», leur part du marché de détail représentait près de 3 milliards d'euros en 2009 (1). Si l'on tient compte de la valeur des produits bovins respectueux du bien-être animal et de la valeur des ventes réalisées par les marchés agricoles, les magasins agricoles et autres filières

directes du marché, il ressort clairement que la valeur totale des aliments vendus avec des critères spécifiques de qualité est très élevée et continue d'augmenter.

Depuis 1992, les produits agricoles et les denrées alimentaires protégés sont enregistrés dans les systèmes de promotion et de protection des désignations de qualité AOP, IGP et STG (voir le tableau 1 pour les définitions). En 2010, un millier de produits au total avaient ainsi été enregistrés, dont 47 % en tant

(1) Source: Agriculture biologique: données de l'UE. AOP, etc.: données de l'UE tirées de la brochure sur la qualité et du mémo «1 000^e produit». Commerce équitable: rapport de l'organisation de labellisation Commerce équitable (Fair Trade Labelling Organisation — FLO).

qu'IGP et 50 % en tant qu'AOP. Seuls 30 produits portaient la désignation STG. La plupart des États membres ont des appellations enregistrées, mais c'est l'Italie qui détient le record avec plus de 200 désignations.

Les quatre principales catégories de produits AOP et IGP enregistrés sont: 1) les fruits, les légumes et les céréales, 2) la viande et les produits à base de viande, 3) les fromages et 4) les huiles et les graisses. Le marché des produits AOP et IGP a augmenté de 6 % entre 2005 et 2008, et l'intérêt des consommateurs pour ces produits reste élevé. Les systèmes de labellisation de la qualité de l'UE répondent donc

clairement à certaines exigences clés des consommateurs.

Qualité biologique

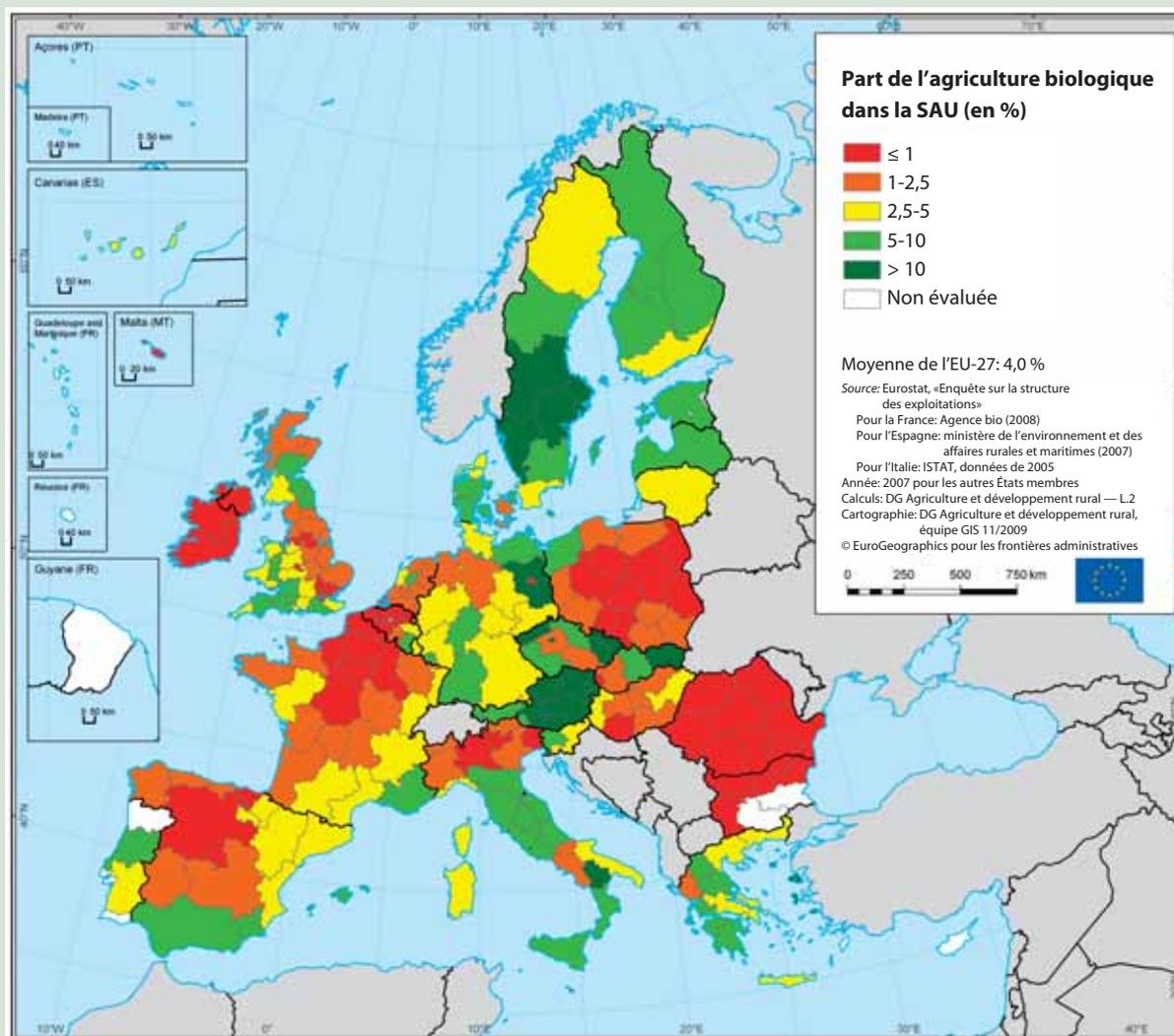
Le marché européen des aliments biologiques représente quasiment la moitié des ventes mondiales de produits biologiques (2) et a d'ailleurs augmenté de 12 % entre 2007 et 2008. L'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie constituent les plus grands marchés, mais c'est le Danemark, l'Autriche et la Suisse qui représentent la plus grosse part des dépenses de consommation. Bien que la crise économique mondiale se soit traduite par un recul des marchés dans certains pays, la plupart des États

continuent d'enregistrer une croissance, et ce malgré la récession économique.

La superficie agricole totale de l'Europe est exploitée à 4,3 % suivant les principes de l'agriculture biologique, mais cette part varie fortement d'un État membre à l'autre (voir le graphique 1), la République tchèque, l'Estonie, la Lettonie, l'Autriche et la Suède pratiquant l'agriculture biologique sur 10 %, voire plus, de leurs terres. La situation varie aussi fortement à l'intérieur des pays pour ce qui est de l'étendue de la production biologique. La superficie consacrée à la production biologique dans le sud-ouest de l'Angleterre et au pays de Galles est ainsi nettement plus grande que dans d'autres parties du Royaume-Uni.

(2) «Monde de l'agriculture biologique», IFOAM, 2011.

Graphique 1 — L'agriculture biologique dans l'UE (en % de la superficie agricole utilisée — SAU)



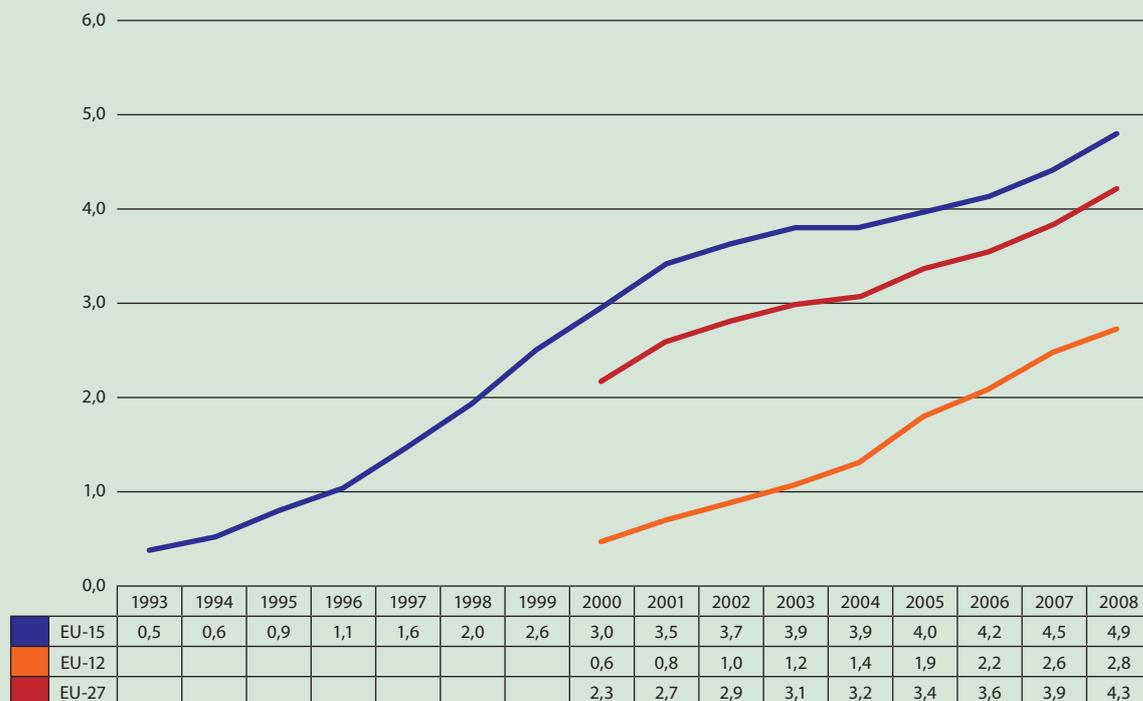
Source: Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne — analyse du secteur de l'agriculture biologique de l'UE (juin 2010).

Malgré ces différences, l'analyse montre que le secteur biologique est en expansion dans toute l'UE (voir le graphique 2). Cela est particulièrement évident dans les douze nouveaux États membres, dont

certains connaissent une croissance relativement rapide depuis leur adhésion à l'UE. Dans les autres États membres, les tendances varient: certains «pionniers» du secteur tels que le Danemark, la

Finlande, la Suède et l'Italie n'affichent aucune croissance ou une croissance lente seulement, tandis que d'autres enregistrent un rythme de croissance plus soutenu.

Graphique 2 — Extension de la superficie consacrée à la production biologique dans l'UE (en % de la SAU)



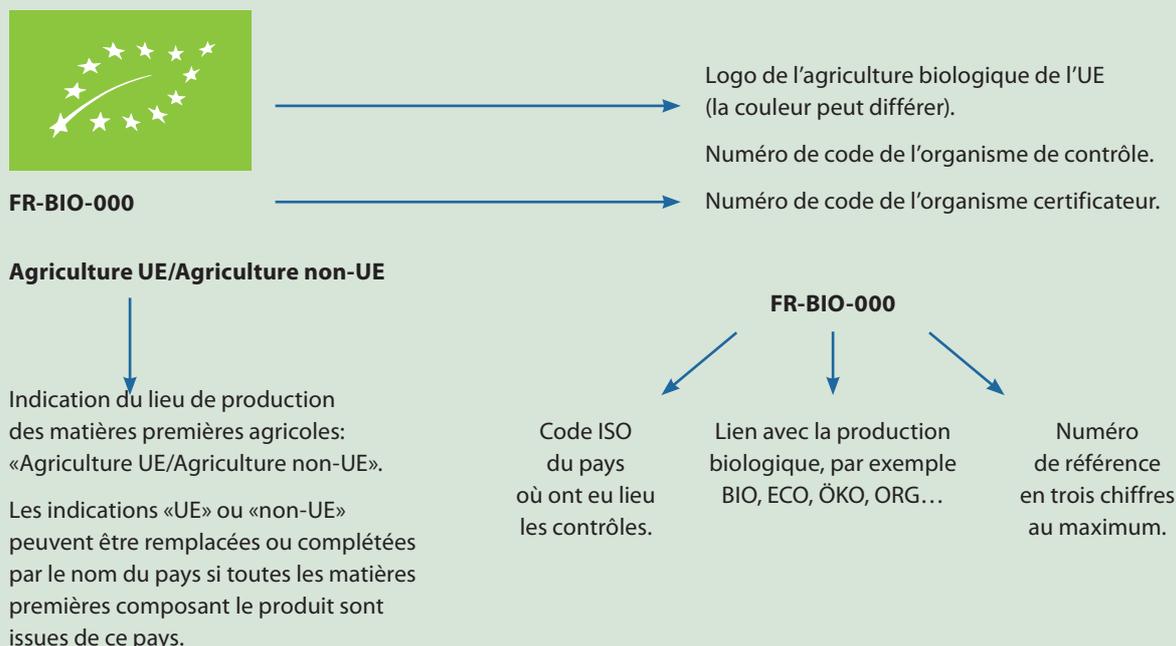
Source: Eurostat et estimations du projet UE-CEE-OF (estimations de la superficie consacrée à la production biologique pour BE, EE, EL, CY, LU, MT et PT en 2008). AT: données communiquées par le MAFEW.

La création récente d'un nouveau logo de l'Union pour les produits issus de l'agriculture biologique illustre fort bien cette exigence de qualité. Lancé en 2010, ce logo, reconnaissable par la feuille verte qui le compose, garantit que les principes et les pratiques certifiés de l'agriculture biologique ont été utilisés sur l'exploitation, lors de la production et durant tous les stades ultérieurs de la transformation des aliments des chaînes d'approvisionnement.



L'apposition du logo de l'agriculture biologique de l'Union est obligatoire depuis le 1^{er} juillet 2010 (avec deux années de transition) pour tous les produits biologiques certifiés préemballés fabriqués en Europe. Son utilisation est facultative pour les autres produits biologiques (non préemballés ou importés). Bien qu'il soit obligatoire, le logo de l'agriculture biologique de l'Union n'exclut pas le respect d'autres normes, de sorte que d'autres logos représentatifs de l'agriculture biologique peuvent figurer sur les étiquettes des produits. On retrouve notamment des logos nationaux tels qu'AB en France, Bio-Siegel en Allemagne et Soil Association Certification au Royaume-Uni.

Toutes les informations concernant le logo de l'agriculture biologique de l'Union, ses conditions d'utilisation, la liste des organismes de contrôle, les règlements de l'UE applicables, etc., peuvent être consultées sur le site internet de la Commission européenne consacré à l'agriculture biologique: www.organic-farming.europa.eu. Ce site regorge d'informations intéressantes et utiles telles qu'une boîte à outils contenant du matériel de promotion pour l'agriculture biologique de l'UE et des précisions sur la manière d'utiliser le logo. Les **mentions obligatoires** devant accompagner le logo sont présentées dans le graphique 3.

Graphique 3 — Logo de l'agriculture biologique de l'Union: mentions obligatoires

Le nouveau paquet «qualité» 2010 de l'UE

Certains labels de qualité utilisés pour transmettre des messages concernant la qualité des denrées alimentaires que nous consommons ont un statut juridique légitime, tandis que d'autres se fondent sur des lignes directrices facultatives ou des garanties informelles données par le producteur au consommateur (voir le tableau 1). Des propositions actuellement en cours de discussion pour la PAC après 2013 ⁽³⁾ identifient plusieurs défis clés, notamment le maintien de la diversité des activités agricoles dans les zones rurales et la promotion de la compétitivité. La qualité est reconnue comme un instrument essentiel pour atteindre ces objectifs.

Les agriculteurs et les producteurs ont besoin des bons outils pour informer sur les aspects de leurs produits et de leurs procédés qui se rapportent à la qualité. La politique de qualité des produits agricoles de l'UE est en cours de modernisation afin d'aider les producteurs de l'UE à se livrer une meilleure concurrence sur la base de la qualité. Le nouveau paquet «qualité» ⁽⁴⁾, lancé en décembre 2010, est le fer de lance de cette initiative dans le domaine de la compétitivité agricole et

devrait avoir un impact important à long terme sur la politique de développement rural de l'UE.

Le nouveau paquet «qualité» de l'UE contient un nouveau règlement relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles qui aide à insuffler dans les régimes existants de l'UE une plus grande cohérence et une plus grande clarté. Le paquet «qualité» renforce également les systèmes phares des AOP et des IGP tout en modernisant le système des STG. D'autres composantes clés du paquet «qualité» sont l'établissement d'un nouveau cadre pour le développement de mentions de qualité facultatives telles que celles se référant au mode d'alimentation ou à un système de production du bétail. En outre, une nouvelle norme générale de commercialisation de base est en cours d'élaboration pour tous les produits agricoles, avec la possibilité d'adopter des règles sur l'indication du lieu de production et d'autres règles sectorielles pour la commercialisation des produits. Enfin, de nouvelles lignes directrices sur les meilleures pratiques destinées aux systèmes volontaires de certification et sur l'étiquetage des produits utilisant des

ingrédients AOP ou IGP sont en cours d'introduction.

Le paquet «qualité» est donc la première étape d'une refonte de la politique de qualité des produits agricoles de l'UE. Mentionnant spécifiquement les denrées alimentaires biologiques, il est considéré comme particulièrement complémentaire de l'évolution actuelle du secteur de l'agriculture biologique de l'UE. Le paquet «qualité» est le résultat de trois années de consultation et d'une participation active des acteurs de la société civile. Il ouvre la voie à une politique de qualité des produits agricoles plus cohérente.

Le paquet «qualité» devrait permettre aux agriculteurs, à travers des propositions législatives à développer d'ici à 2012, de mieux informer les consommateurs sur les caractéristiques de leurs produits et les aider ainsi à obtenir un prix équitable. Il permettra également aux consommateurs, à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement (industrie agroalimentaire, détaillants et consommateurs), d'identifier plus aisément les caractéristiques et la qualité des produits et de faire des choix mieux informés.

⁽³⁾ Communication intitulée «La PAC à l'horizon 2020», http://ec.europa.eu/agriculture/cap-post-2013/communication/index_fr.htm

⁽⁴⁾ http://ec.europa.eu/agriculture/quality/policy/quality-package-2010/index_fr.htm

« La force de la production agricole européenne réside dans sa diversité, dans le savoir-faire des agriculteurs et dans des sols et territoires de production. Les agriculteurs, qui subissent la pression de la récession économique, de la concentration du pouvoir de négociation dans le secteur de la distribution ainsi que de la concurrence mondiale, ont besoin d'outils leur permettant de mieux informer les consommateurs au sujet de leurs produits. Ce paquet "qualité" est une première étape sur la voie de la construction d'un secteur agricole plus fort et plus dynamique; il sera suivi d'autres initiatives. »

Dacian Cioloș, commissaire européen à l'agriculture et au développement rural

Développement des zones rurales: la production de qualité peut être un solide moteur

Le secteur agroalimentaire joue un rôle important dans les zones rurales pour stimuler l'activité économique et culturelle. La société formule également d'autres

exigences, notamment en matière de protection de l'environnement, de respect des animaux et de production de denrées saines. Tels sont les principaux éléments moteurs du développement. Dans toute l'UE, les PDR des États membres aident à soutenir le développement d'une alimentation et d'une agriculture biologiques de qualité à travers des initiatives pratiques prises au

titre de diverses mesures de PDR (voir le tableau 2 pour une sélection de mesures de PDR typiques associées à la qualité des produits). Un tel soutien par les PDR aide à maintenir une campagne vivante et contribue directement à la réalisation des objectifs politiques présentés dans la stratégie Europe 2020 de l'UE pour une croissance intelligente, durable et inclusive.

Tableau 2 — Mesures de PDR typiques visant à soutenir des produits agricoles de qualité

Voici quelques exemples de mesures de PDR typiques visant à soutenir des initiatives rurales axées sur la qualité dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture biologiques et de qualité (soutien général, formation, investissements, etc.):

- soutien aux agriculteurs qui participent à des régimes en faveur de la qualité alimentaire (mesures 132 et 133);
- valeur ajoutée: mise en œuvre de politiques de qualité et de traçabilité et développement des chaînes

d'approvisionnement et des plateformes de commercialisation (mesure 123);

- coopération en vue du développement de nouveaux produits, procédés et technologies (mesure 124);
- initiatives agroenvironnementales (mesure 214);
- bien-être animal (mesure 215);
- mise en œuvre de stratégies de développement local, compétitivité (mesure 411).

On trouve en Estonie un exemple intéressant du soutien apporté par un PDR aux produits de qualité. Utilisant des fonds provenant de la mesure 123 qui ciblent la valeur ajoutée (mise en œuvre de politiques en matière de qualité et de traçabilité, développement de chaînes d'approvisionnement et plateformes de commercialisation), le projet de réseau alimentaire estonien améliore l'efficacité de la production et de la commercialisation des produits locaux et issus de l'agriculture biologique et répond, de ce fait, à

la demande croissante de produits biologiques.

Dans le cadre du projet, de nouveaux partenariats se sont formés entre les agriculteurs, les producteurs alimentaires et les détaillants grâce aux fonds du PDR. Cette nouvelle coopération soutient les systèmes alimentaires locaux et aide à maintenir les cultures alimentaires locales par le biais d'interventions directes auprès des communautés visant à faire ressortir les avantages de l'utilisation de produits de qualité. Le projet a permis de retenir

un plus gros volume de revenus dans la région et d'accroître ainsi la stabilité des revenus des petits agriculteurs.

Des réseaux de commercialisation directe visant à assurer l'approvisionnement en produits agricoles, notamment en aliments biologiques, ont également été établis, approvisionnant les crèches et les écoles régionales en produits sains issus de l'agriculture biologique et aidant les petits producteurs à apporter une valeur ajoutée en transformant leurs produits biologiques.



Royaume-Uni: «Why I love organic», une campagne de promotion de la qualité appuyée par l'UE

La promotion de produits de qualité est l'une des grandes priorités de l'Europe. Cela explique le lancement par le Royaume-Uni, en 2011, d'une campagne de promotion baptisée «Why I love organic», grâce à des fonds provenant du secteur de l'agriculture biologique britannique complétés par des financements de l'UE. Cette campagne de promotion des produits issus de l'agriculture biologique, qui durera trois ans, est menée par le secteur de l'agriculture biologique du Royaume-Uni lui-même et vise à accroître les ventes en stimulant la demande des consommateurs britanniques de produits issus de l'agriculture biologique.

Faire la promotion des avantages offerts par des aliments de qualité peut être une solide incitation au changement. La campagne «Why I love organic» invite les consommateurs à découvrir ce qu'est l'agriculture biologique et apprendre à l'aimer en les invitant à dépasser les idées reçues. Comme l'indique le slogan de la campagne, «il existe de nombreuses raisons d'aimer l'agriculture biologique. Découvrez la vôtre.».

Les annonces publicitaires paraissant dans les magazines nationaux mettront en scène des personnes tout à fait ordinaires qui n'achèteraient normalement pas de produits biologiques. Chacune de ces personnes expliquera pourquoi elle aime les produits biologiques et soulignera les avantages de l'alimentation biologique. Il s'agit d'un exemple caractéristique d'une campagne de promotion pour des aliments de qualité de l'UE dans laquelle les fonds nécessaires pour compléter la contribution de l'UE proviennent du secteur (entreprises, organisations, œuvres caritatives, etc.) et non du budget national.

Si vous souhaitez en savoir plus, vous pouvez consulter le site www.whyiloveorganic.co.uk



© WHY I LOVE ORGANIC, 2011

Des produits de qualité dans les régions ultrapériphériques

Les régions ultrapériphériques sont très éloignées géographiquement du continent européen, mais elles font toujours partie intégrante de l'UE. Ces régions sont la Guadeloupe, la Guyane française, La Réunion, la Martinique, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dans le cas de la France, les Açores et Madère pour le Portugal et les îles Canaries dans le cas de l'Espagne. Les agriculteurs actifs dans ces régions de l'UE sont défavorisés par leur éloignement et leur insularité par rapport aux principaux marchés intérieurs de l'UE. D'autres handicaps naturels auxquels doivent faire face les économies rurales dans les régions ultrapériphériques sont leur taille relativement petite, leur dépendance à l'égard d'un petit nombre de produits ainsi que les conditions géographiques et météorologiques difficiles.

Afin de promouvoir une plus grande sensibilisation aux produits agricoles de qualité spécifiques à ces endroits et d'encourager la consommation, un système d'étiquetage a été introduit en 2006 (voir l'exemple de la Martinique). Les produits agricoles de qualité portant ce logo, qu'ils soient transformés ou non, doivent satisfaire aux normes de l'UE et, le cas échéant, aux exigences spécifiques aux produits proposées par les organisations commerciales locales.

Les producteurs qui exportent des produits tels que les ananas, les bananes, les melons et autres fruits exotiques en provenance de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion ont bénéficié de ce système jusqu'ici. De même, les producteurs de bananes, de tomates, de concombres, d'autres fruits, de légumes, de fleurs et de vin d'exportation en provenance des îles Canaries utilisent le logo pour aider les consommateurs à identifier leurs produits.

Bananes des îles Canaries

La production bananière est très importante pour l'économie de Las Palmas dans les îles Canaries. La plupart des bananes

sont cultivées par de petits exploitants qui vendent leur production à l'une des coopératives de l'île qui se charge ensuite de l'exportation. Plus petite et plus droite que la Fyffes, la banane cultivée à Las Palmas est appréciée pour sa texture et son goût par de nombreux consommateurs.

Grâce au soutien financier de l'UE, la production bananière peut se poursuivre dans les îles Canaries. Gérée par la GESBA, l'association des producteurs regroupant près de 2 000 planteurs de bananes, qui exploite un système de commercialisation des bananes, veille à offrir aux producteurs des bénéfices justes et à garantir la viabilité à long terme de la production de ce fruit traditionnel sur les îles.



© UNION EUROPÉENNE, 1995-2011

Soutien de la qualité dans le secteur de la viande et des produits laitiers: exemples de PDR en provenance des Ardennes



Le secteur de la viande et des produits laitiers a un gros impact sur la structure socio-économique et environnementale de l'Europe rurale. La politique de développement rural encourage activement les approches en matière de qualité de la viande et de l'élevage laitier et un grand nombre de types différents d'activités de projets permet d'atteindre ces objectifs.

La production laitière et l'élevage de bétail sont des activités agricoles importantes dans la plupart des États membres. Elles représentent ensemble plus d'un quart de la valeur totale de la production agricole de l'UE. Les consommateurs européens ont à l'égard des produits obtenus à partir de ces composantes essentielles du secteur de la viande et du bétail de l'UE des attentes relativement simples, à savoir la disponibilité de produits qui doivent être à la fois de bonne qualité, frais et bon marché. Mais l'intérêt du consommateur pour la qualité agricole inclut en réalité divers aspects du processus de la production de viande et de produits laitiers.

Le consommateur s'attend avant toute chose à ce que les normes légales concernant l'hygiène des denrées alimentaires en général soient respectées et à ce que tout soit mis en œuvre pour garantir l'application des normes d'hygiène et de sécurité à tous les composants des systèmes de transformation des denrées alimentaires, de l'étable jusqu'à la table. Au-delà de cette exigence de base, les consommateurs réclament également davantage de critères de qualité tels que l'authenticité, le goût, des vertus nutritionnelles et diététiques et la qualité environnementale, sociale ou éthique. Cela s'applique même lorsque la principale motivation d'achat des consommateurs est le «prix», car, aussi subjective

soit-elle, la notion de rentabilité est aussi un facteur de qualité important. Enfin, un intérêt croissant se manifeste également en faveur des produits locaux, et en particulier des aliments non industriels ou fabriqués localement.

La recherche de la qualité ardennaise

Les objectifs de la politique agricole commune (PAC) en matière de développement rural s'articulent autour d'un pilier central: la recherche de la qualité. La PAC cherche à élever le niveau de la qualité des denrées alimentaires de diverses manières, notamment en encourageant l'identification et l'étiquetage des animaux dans le but de garantir une traçabilité complète, depuis l'exploitation d'origine jusqu'au point de vente, en favorisant le passage à l'agriculture biologique et en apportant une série d'autres mesures de soutien financier aux éleveurs d'animaux producteurs de viande et de produits laitiers, dans le cadre de la politique de développement rural de l'UE.

Combinées, ces actions ont toutes la capacité d'aider les agriculteurs et les exploitations agroalimentaires à mieux répondre aux attentes des consommateurs et à placer ainsi leur entreprise dans une position plus forte pour faire face à la concurrence sur les marchés locaux, nationaux et mondiaux.

Caractérisées par de grandes étendues de forêt, les Ardennes sont une région géographique située en grande partie en Belgique (Wallonie) mais comprenant également le département des Ardennes en France et l'Eifel en Allemagne. La géologie, les forêts et les paysages locaux imposent à la productivité agricole une limite naturelle et l'élevage est par conséquent l'une des principales activités agricoles des Ardennes.

Les principaux points faibles des secteurs de la viande et des produits laitiers de la région sont cependant un manque d'innovation (recherche et développement) dans l'industrie de la transformation et des difficultés à promouvoir les produits et à organiser les chaînes locales de production. Pour y remédier, des initiatives visant à améliorer la qualité des produits, des fourrages et des pratiques alimentaires grâce à des initiatives de qualité et à la promotion des denrées alimentaires locales ont vu le jour et ont été classées en tant qu'outils de développement rural pour aider à renforcer les marchés des produits de la viande locaux dans les régions éloignées des grands centres urbains et des zones économiques.

Les trois études de cas suivantes montrent comment les PDR aident les producteurs de viande et de produits laitiers de la région ardennaise à satisfaire leur quête de qualité.



«Porcs Qualité Ardenne» en Belgique, un exemple de système de certification facultative

La coopérative Porcs Qualité Ardenne (PQA) a été créée en 1989 par des éleveurs engraisseurs de porcs qui se sont regroupés dans le but d'unir leurs forces pour affronter la concurrence en s'appuyant sur la qualité de leurs produits porcins. Le groupe compte aujourd'hui plus de 100 producteurs porcins originaires de la région de l'Ardenne, dans le sud de la Belgique, qui s'est forgé une solide réputation de qualité dans toute sa gamme de produits.

Grâce à des normes de qualité élevées, PQA soutient des formes alternatives d'élevage porcin, ce qui aide les éleveurs à maintenir une activité plus diversifiée sur leur exploitation. Les producteurs sont ainsi moins touchés par l'instabilité du marché provoquée par des événements tels que la récente crise de la viande porcine, puisqu'ils fondent leur stratégie

d'élevage sur des chaînes locales ainsi que sur l'information du consommateur au sujet des exigences de qualité auxquelles doit répondre la production du porc PQA.

Les membres de PQA sont tenus au respect de règles strictes qui leur sont imposées par les autorités wallonnes, fédérales et européennes. Tous les stades de la production PQA sont contrôlés par des organismes de certification indépendants. L'activité de la coopérative tourne autour de trois labels de qualité: «Porc fermier», «Porc bio» et «Porc plein air». Chacun de ces trois systèmes de qualité bénéficie du soutien direct ou indirect du PDR à travers des mesures soutenant les coûts de certification et de la mesure agroenvironnementale relative à la production biologique.



Le GAEC du Mont Fossé: une production laitière biologique en France

La Champagne-Ardenne (France) compte près de 3 200 exploitations d'élevage de bétail. La production se situe principalement dans les départements des Ardennes et de la Haute-Marne. La production de fourrage, en particulier dans les pâturages, est un élément important du paysage, de même que pour la préservation de la qualité de l'environnement. Le bétail contribue au maintien de l'activité économique et de la vie sociale dans les zones rurales. L'intervention de la région a pour objectif de soutenir les chaînes de production locales et de conserver les zones de pâturages. La stratégie du PDR vise à maintenir les terres dans l'agriculture biologique et, en 2009, 53 agriculteurs ont sollicité une aide au titre des mesures en faveur de l'agriculture biologique. Au total, 1 315 236 euros provenant du PDR ont été répartis entre ces agriculteurs pour soutenir leurs activités dans le domaine de l'agriculture biologique.

Les éleveurs de bétail Frédéric Moniot et Christophe Tévisson peuvent être cités à titre d'exemple. Ils ont une exploitation

en commun qui s'étend sur quelque 230 hectares et abrite un troupeau d'une centaine de vaches. Depuis 2002, ils sont reconnus en tant qu'agriculteurs et éleveurs ayant reçu la certification «biologique». Depuis octobre 2005, à la suite de l'acquisition de nouvelles installations modernes, ils produisent du lait biologique qu'ils transforment eux-mêmes en yaourts aromatisés ou fruités, en fromage frais et fromage blanc, en crème, en beurre et en lait pasteurisé. Ils vendent leurs produits directement à la ferme, à des collectivités ainsi que par le biais de commerces et marchés locaux implantés dans la région. La réservation de terres pour la culture biologique de plantes fourragères et céréalières leur permet d'être quasiment autosuffisants dans l'alimentation du bétail. Leur exploitation est membre d'Éco-territoires, une organisation non gouvernementale (ONG) responsable d'un comptoir collectif. Ils bénéficient d'un soutien pour la commercialisation et le développement de nouveaux marchés dans les zones rurales.





© T. HUDSON



Bœuf des prairies gaumaises en Belgique

Une chaîne locale de production de bœuf est en cours de création sur le territoire du groupe d'action locale (GAL) Cuestas. Le projet vise à la fois à développer l'économie locale en créant une alternative aux importations actuelles de viande bovine et à affronter les défis environnementaux liés au maintien de la zone Natura 2000.

L'initiative associe dix producteurs de viande bovine biologique et bouchers locaux qui appliquent un cahier des charges commun. Développés par des acteurs locaux (environnementalistes, consommateurs et éleveurs), leurs principes vont plus loin que les normes de production biologiques. Ils garantissent que les bœufs sont élevés essentiellement à partir de

fourrages et d'herbes sans produits chimiques, herbicides ou engrais de synthèse. L'élevage de ce bétail permet également de protéger et préserver les zones sensibles, les fonds de vallée et les marais. Il garantit à l'agriculteur un revenu correct et peut améliorer la confiance des consommateurs.

Le GAL aide les éleveurs à mettre en place une structure de commercialisation collective, à promouvoir la marque et à organiser la chaîne locale, du producteur jusqu'au boucher. L'initiative a bénéficié d'une aide du PDR de 123 124 euros au titre de l'axe Leader. Le projet a démarré en 2009 et se poursuivra jusqu'en 2012.





La qualité par l'agriculture biologique: l'expérience italienne

L'Italie est le berceau de l'un des plus grands secteurs de l'agriculture biologique en Europe et les produits de qualité constituent pour les exploitations rurales d'importantes sources de revenus tirés des ventes à l'exportation vers les autres États membres.

La politique de développement de l'UE vise à garantir aux zones rurales la diversité des denrées alimentaires et la création locale d'emplois. L'agriculture biologique, qui met l'accent sur les pratiques respectueuses de l'environnement et la qualité, est apte à remplir ces objectifs. Elle offre, en outre, la possibilité d'améliorer la compétitivité des économies rurales, en particulier lorsque celles-ci reposent sur des procédés hautement qualitatifs.

Les principes biologiques représentent, par ailleurs, un complément naturel de la philosophie verte qui constitue un

élément central de la communication de la Commission européenne sur l'avenir de la politique agricole commune qui a été publiée en novembre 2010. Ce projet pour l'avenir de l'agriculture européenne souligne l'importance des techniques favorisant la «croissance verte» dans le développement rural. Également lancé à la fin de 2010, le paquet «qualité» qui accompagne la communication promeut le rôle des approches écologiquement durables pour garantir une prospérité rurale effective à long terme.

L'agriculture biologique implique une grande variété de pratiques concernant

les modèles de gestion et d'histoires d'entrepreneurs et ne se limite pas aux petites exploitations dont le produit (principalement frais) se vend exclusivement au niveau local.

Expériences italiennes en matière de production alimentaire biologique

L'Italie est un gros producteur de légumes et de fruits bio, et les études de cas ci-après montrent l'efficacité avec laquelle il a été fait usage du soutien de l'UE au développement rural pour renforcer le secteur italien de l'agriculture biologique.

Une jeune coopérative travaillant sur des terres publiques

Dans la région italienne des Pouilles, Libera Terra Puglia cultive des vignes, des céréales et des légumes en suivant des principes biologiques sur 50 hectares de terres appartenant à l'État qui les a confisquées à des organisations criminelles. La coopérative emploie actuellement 4 travailleurs à temps plein et jusqu'à 50 personnes à temps partiel. Le chiffre d'affaires de la coopérative approche les 750 000 euros.

Comme le souligne Fabio Zullo, le vice-président de la coopérative, avec une certaine fierté, « nous avons eu recours à la mesure 214 du PDR pour son soutien à l'agriculture biologique et son utilisation s'est avérée relativement simple. Nous accordons une grande attention à la qualité du produit avant sa transformation. Nous réalisons des études préliminaires et nous surveillons le cycle de vie du produit jusqu'après sa durée de conservation. L'emballage est un autre élément important de la philosophie de qualité de l'exploitation, car nous nous sommes rendu compte qu'il renforce l'appréciation qu'a le client du produit ».

Les innovations ne sont pas rares au sein de la coopérative et les développements récents sont notamment la réintroduction par les agriculteurs locaux d'une ancienne variété de tomate appelée « fiaschetto » (petite fiasque). Malgré la dureté de sa peau et ses quelques inconvénients agronomiques, cette tomate est

très appréciée pour son goût sucré qui convient fort bien à la fabrication de la sauce accompagnant les pâtes.

L'établissement de chaînes d'approvisionnement locales est un domaine où l'innovation est perçue à la fois comme une nécessité et comme un défi. Plusieurs agriculteurs des alentours sont toujours sceptiques à l'égard de l'agriculture biologique, en particulier dans le secteur du vin et des légumes. Dans leur région, il est également apparu difficile de vendre des fruits frais, étant donné qu'il n'existe encore aucune chaîne de distribution spécifique, contrairement à d'autres régions du sud de l'Italie.

« Nous ne doutons pas que nous parviendrons à résoudre ces problèmes. Nous avons instauré un consortium avec d'autres coopératives qui travaillent sur des terres confisquées à des organisations criminelles et, à la fin de 2010, nous avons été associés au lancement de la première organisation de producteurs chargée de promouvoir l'agriculture biologique dans la région des Pouilles », souligne M. Zullo. Ce consortium englobe des distributeurs de produits biologiques expérimentés provenant d'autres régions d'Italie, ce qui devrait aider à résoudre ce qui semble être un problème stratégique pour l'agriculture biologique dans le sud de l'Italie.



L'esprit d'entreprise allemand soutient la qualité toscane

Karl Egger est un entrepreneur passionné, entièrement dévoué à l'amélioration de son exploitation agricole de Maremme, dans le sud de la Toscane, où il s'est installé après avoir quitté l'Allemagne. L'exploitation de M. Egger n'a cessé de se développer au cours des dix dernières années, à tel point qu'aujourd'hui, comme il l'explique, «il cultive environ 440 hectares et emploie 54 personnes, dont 20 à temps plein. Son chiffre d'affaires a augmenté de 15 % par an ces cinq dernières années». Aujourd'hui, son exploitation LaSelva propose à la vente quelque 130 produits différents (et ouvrira prochainement une boutique en ligne), dont 70 environ proviennent du secteur de l'horticulture (légumes, tomates et un assortiment étonnant de sauces). Chaque année, il s'essaie à de nouvelles variétés de légumes et teste des techniques agronomiques alternatives afin d'améliorer encore la qualité des produits de la ferme. Les légumes sont ensuite transformés en utilisant un équipement de première qualité. La plupart des bocaux sont remplis à la main.

LaSelva ressemble à un laboratoire dont les employés sont pleinement engagés dans la recherche de nouvelles solutions pour améliorer le fonctionnement de l'exploitation et la qualité du produit. En plus de technologies modernes telles que des panneaux photovoltaïques, l'exploitation a récemment mis au point un système pour sécher les tomates qui permet d'économiser 30 % de l'énergie précédemment requise. Elle a également obtenu une aide au titre de la mesure 114 (via les services consultatifs agricoles) et de la mesure 214 (concernant

les paiements agroenvironnementaux) du PDR toscan qui ont toutes deux apporté un soutien précieux aux opérations de qualité globales de l'exploitation.

LaSelva est une exploitation certifiée bio par quatre organismes différents (représentant l'Italie, la Suisse, l'Allemagne et les États-Unis), ce qui lui permet d'avoir accès à un vaste marché. Elle accueille régulièrement des universitaires en stage pédagogique et propose actuellement ses produits lors d'un festival («Festambiente») qui est organisé dans la localité par l'une des principales ONG d'Italie dans le domaine de l'environnement. «Lorsque nous avons lancé cette exploitation en 1980, nous étions un peu comme des pionniers. Depuis lors, la demande en aliments bio n'a cessé d'augmenter et nos produits ont acquis une excellente réputation», confie M. Egger en souriant.

M. Egger fait toutefois remarquer que, malgré tous ses efforts, «le marché italien reste difficile, car les produits bio ne sont pas encore appréciés à leur juste valeur et ne sont pas encore reconnus pour leur spécificité. Il est plus facile de vendre en Europe et en dehors de l'Europe».



© KARL EGGER

Un petit havre de paix au centre d'une plaine animée

Imaginez une plaine rurale proche d'une rivière, située à quelques kilomètres d'une ville dans une campagne industrialisée. Des terres arables et fertiles, copieusement arrosées, y sont disponibles et, pourtant, l'agriculture reste souvent très pénible du fait de la pression intense exercée par la nouvelle croissance urbaine. C'est à cet endroit que Severino Bozzolan et sa famille parviennent à vivre confortablement, pratiquant l'agriculture «biodynamique» depuis 1995. Ce type de culture est une branche de l'agriculture biologique qui, en plus de démontrer l'importance de la fertilité naturelle du sol et de profiter au maximum de la chaleur du soleil, accorde une attention particulière à certains facteurs intangibles, généralement négligés par les agriculteurs, tels que le cycle lunaire et la disposition des planètes.

Les efforts déployés par M. Bozzolan sont encourageants tant sur le plan de la quantité que sur celui de la qualité des produits. Il doit une grande partie de sa réussite à sa collaboration avec la coopérative El Tamiso, qui a été créée au début des années 80 et compte aujourd'hui environ 45 membres, principalement des petits agriculteurs. La coopérative a commencé par vendre des fruits, des légumes et des aliments en conserve directement à des groupes de consommateurs et à des cantines scolaires. Aujourd'hui, elle participe à des marchés ouverts répartis sur le territoire, organise des événements spéciaux sur les places de Padoue plusieurs fois par an et possède un étal sur le marché agricole de Padoue chaque samedi.

Ses membres sont assez satisfaits, tout comme l'est M. Bozzolan. «Je vends la plus grosse partie de mes légumes à la coopérative, mais j'ai également des clients fidèles qui fréquentent régulièrement l'exploitation. Je suis tellement fier quand je les entends dire que ma ferme est un endroit spécial! L'aide que j'ai pu obtenir auprès de l'UE au titre des paiements agroenvironnementaux en faveur de l'agriculture biologique m'a aidé à bien mettre sur pied mon activité», ajoute-t-il.

M. Bozzolan cultive une quinzaine de variétés de légumes par an (aubergines, poivrons, pommes de terre, etc.), mais il laisse également pousser sur de petites parcelles des mûriers sans épines dont les fruits sont cueillis directement par des clients satisfaits dès qu'arrive la bonne saison.

«Mes parents étaient des paysans et j'ai toujours travaillé ici. L'agriculture biodynamique, c'est l'héritage que je laisserai à ce monde et, croyez-moi, il s'agit d'un très bel héritage», conclut M. Bozzolan.



© ELIA BOZZOLAN



Soutenir la qualité dans le secteur du vin

L'UE est l'un des plus gros producteurs de vin. Produisant quelque 175 millions d'hectolitres par an, elle représente globalement 45 % des superficies viticoles, 65 % de la production, 57 % de la consommation mondiale et 70 % des exportations. La qualité est une caractéristique vitale dont les viticulteurs de l'UE se prévalent pour aider à maintenir leur impressionnante position sur le marché.

Les viticulteurs européens rencontrent ces dernières années d'importantes difficultés liées, en particulier, à la baisse de la consommation et à l'intensification de la concurrence des vins du «Nouveau Monde» en provenance des États-Unis, de l'Argentine, de la Chine, de l'Australie, de l'Afrique du Sud et du Chili.

La réforme du secteur vitivinicole européen a été introduite en 2008 dans le but de traiter les problèmes rencontrés par les viticulteurs en Europe. Elle visait à équilibrer le marché vitivinicole, à éliminer les mesures d'intervention sur les marchés, et leur cortège de coûteux gaspillages, et à réorienter le budget au profit de mesures plus positives et plus

proactives (telles que la restructuration des vignobles, des investissements en faveur de la production et de la commercialisation et la promotion dans les pays tiers) par le biais de programmes d'aide nationaux dans le cadre du premier pilier de la PAC [organisation commune de marché (OCM) unique]. Par ailleurs, afin de promouvoir des vins de qualité, l'UE a

établi deux appellations de base pour le vin de qualité: l'appellation d'origine protégée (AOP) et l'indication géographique protégée (IGP). L'AOP et l'IGP garantissent officiellement la qualité et l'origine des produits qui ont une histoire et une tradition derrière eux.

La production de vins traditionnels est également soutenue dans le cadre des PDR de l'UE. Les mesures de PDR auxquelles recourent les viticulteurs comprennent notamment des aides à l'installation des jeunes agriculteurs, des mesures de préservation des paysages et de l'environnement, des aides à l'investissement, des aides à la transformation et à la commercialisation ainsi que des aides à la retraite anticipée pour les agriculteurs qui ont atteint un certain âge. Afin d'améliorer les moyens financiers mis à disposition dans le cadre des PDR, la réforme du secteur vitivinicole de 2008 a établi un transfert progressif de fonds du premier pilier de la PAC vers le second, qui couvre les mesures de développement rural dans les régions viticoles pour les

États membres suivants: Espagne, France, Italie, Slovaquie et Royaume-Uni.

Les PDR et la qualité du vin

Les mesures de développement rural reconnaissent que la contribution du secteur vitivinicole est non seulement importante en termes de revenu agricole, mais a également des liens importants avec d'autres domaines de la vie rurale. Comme le souligne le site internet «Le vin, le goût de la modération» (www.wineinmoderation.eu), «le secteur influence, en effet, plusieurs niveaux de la vie européenne, contribuant de façon significative à la société d'un point de vue socio-économique, environnemental et sociétal: dans toutes les régions plantées de vignes, le secteur vitivinicole crée des millions d'emplois, favorisant ainsi le maintien de la structure des sociétés rurales et d'un mode de vie inhérent à la notion même d'identité européenne». Les approches en matière de qualité qui contribuent au maintien des avantages ruraux multifonctionnels du vin sont, par conséquent, très pertinentes.

Une illustration des liens étroits entre le secteur du vin et d'autres secteurs du développement rural est l'«œnotourisme». Une étude réalisée en 2010 par un chercheur italien sur le patrimoine et les vins en tant qu'attractions touristiques dans les régions rurales ⁽¹⁾, montre que l'œnotourisme en Italie est en progression. Elle conclut que le développement de l'œnotourisme et du tourisme gastronomique en général, s'il est lié à des produits du terroir de qualité et au territoire qu'ils représentent, est une bonne occasion pour poursuivre le développement de la production vinicole.

La coopération qui s'est établie entre les viticulteurs et les exploitants forestiers en Espagne est un autre exemple qui illustre bien la façon dont les synergies entre différents secteurs, notamment celui de la culture écologique du liège et celui de la viticulture, peuvent être exploitées avec succès au profit des zones rurales.



Perfectionnement de la fabrication du vin pétillant chez un viticulteur anglais grâce aux aides de l'UE

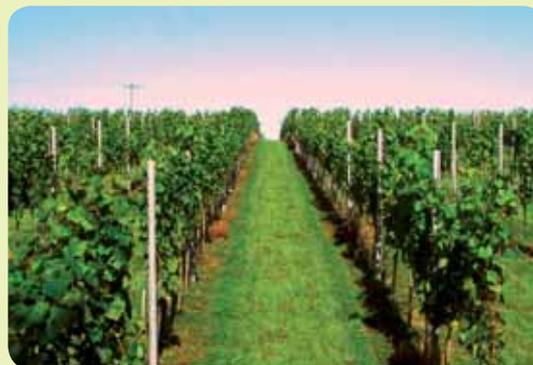
Le domaine Eastcott Vineyard à Northlew, en Angleterre, vend aujourd'hui le premier vin pétillant anglais de qualité de l'exploitation sous l'appellation «Eastcott Sparkling Brut». Cette nouveauté est le fruit de quatre années de labeur intensif et de perfectionnement du processus de fabrication des vins pétillants. Pour les propriétaires, Hilary et Richard Waller, il ne s'agit pas seulement du petit dernier de leur gamme réussie de vins pétillants et non pétillants produits dans leur propre cave de vinification, mais cela signifie aussi qu'ils ont réalisé l'objectif premier original de l'entreprise. «Nous avons toujours voulu mettre au point un bon vin pétillant anglais de qualité en utilisant la méthode traditionnelle», explique Hilary.

Après s'être mis en quête d'une maison entourée de terrains légèrement pentus, orientés vers le sud et bien drainés, ils ont porté leur choix sur une propriété établie à Northlew, dans le comté de Devon, dans le sud-ouest de l'Angleterre, et ont pu s'adonner à leur «activité favorite». Cela s'est parallèlement accompagné de la rénovation de logements de vacances sur leur propriété tout en veillant à maintenir une faible empreinte carbone. Au début de cette année, afin de les aider à réaliser leur objectif de fabrication d'un vin pétillant de qualité, le PDR leur a octroyé une aide au titre de la mesure 123 (accroissement de la valeur ajoutée des produits agricoles et sylvicoles).

En plus de cofinancer l'installation vinicole, les enveloppes financières du PDR les ont également aidés à installer un système de collecte de l'eau de pluie sur le toit de la cave de vinification afin de réduire la consommation d'eau de ville. Ils utilisent l'eau

de pluie pour arroser le vignoble et nettoyer les sols de la cave de vinification. Les autres résultats environnementaux obtenus grâce à l'assistance du PDR étaient une aide pour renforcer l'isolation et améliorer la stabilité de la température grâce à des moyens passifs dans la cave de vinification. D'autres fonds provenant du PDR leur ont permis de financer une enseigne touristique officielle qui les a aidés à promouvoir les visites guidées et leurs ventes en cave. Aujourd'hui, leurs vins sont vendus dans quelques magasins de détail locaux et ils espèrent que leur dernière promotion continuera à les aider dans ce sens.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site <http://www.sw-ruralgateway.info>



© HILARY WALLER

⁽¹⁾ Privitera, D. (2010), «Heritage and wine as tourist attractions in rural areas», document fourni par l'Association européenne des économistes agricoles à l'occasion de son 116^e séminaire, 27-30 octobre 2010, Parme, Italie (<http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/95216/2/123%20completo.pdf>).



Boire un verre à la santé du développement rural durable: une coopération réussie entre viticulteurs bio et exploitants de suberaies en Espagne

Déboucher une bouteille de vin et boire un verre à la santé du développement rural durable, telle est l'idée défendue par le promoteur du projet «Vignobles biologiques et liège FSC» (Forest Stewardship Council), le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Le projet montre comment le développement conjoint de deux produits de qualité peut contribuer à des objectifs de développement multiples dans la région, tels que l'amélioration de la compétitivité locale, la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie pour la population locale. Le promoteur du projet, le WWF España, est la ramification espagnole de l'une des plus grandes organisations indépendantes engagées dans la protection de la nature.

Les suberaies sont des ressources importantes pour le développement rural en Espagne et contribuent fortement à la durabilité des ressources naturelles et de la biodiversité. Mais l'utilisation croissante de matériaux synthétiques tels qu'un «substitut du liège» commercial menace cette activité. Parallèlement, bien que l'Espagne soit un leader dans la production viticole en Europe, la vitiviniculture biologique à partir de raisins bio reste relativement limitée. Le projet vise à relever ces deux défis.

Le WWF cherche à réunir des viticulteurs et des producteurs de liège afin de promouvoir conjointement le vin fabriqué à base de raisins bio et la production de liège FSC. L'écolabel FSC est un système de certification mis au point par le Forest Stewardship Council, dont le but est de promouvoir la gestion écologique et socialement responsable des forêts. Comme le confie Adolfo Miravent, un producteur de liège, «les consommateurs doivent

savoir qu'en achetant des bouteilles fermées par un bouchon en liège, ils aident à préserver à la fois les ressources forestières et une tradition ancestrale».

Les activités du projet comprennent, entre autres, la formation aux bonnes pratiques agricoles et forestières, la sensibilisation du consommateur à l'importance des produits fabriqués à travers une gestion responsable du paysage, le fonctionnement d'un groupe d'experts sur le développement durable dans la production de vin et l'élaboration d'un manuel des meilleures pratiques.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.wwf.es



© FÉLIX ROMERO/WWF ESPAÑA



© T. HUDSON



Retour vers le futur: promouvoir les méthodes viticoles écologiques du XVI^e siècle en Hongrie

Le groupe d'action des hautes terres de Balaton (Éltető Balaton-felvidékért Egyesület) a été créé en 2008, et couvre 60 municipalités situées au nord du lac Balaton, en Hongrie. En sa qualité de destination touristique fréquente, la stratégie de développement de la région tourne autour de la fourniture de services continus de renouveau et d'innovation.

L'association culturelle «Raisin et vin du Balaton» (le promoteur du projet) vise essentiellement la production de vins de qualité supérieure et la sensibilisation aux traditions viticoles de la région. La valeur ajoutée exceptionnelle du projet est qu'il contribue à la préservation du patrimoine, tant culturel qu'environnemental, de la localité. L'objectif est d'y parvenir à travers une production vitivinicole à haute valeur ajoutée.

L'association a planté des variétés indigènes de vignes datant du XVI^e siècle sur le coteau du château de Sümeg. Elle cultive également des raisins en utilisant les techniques du XVI^e siècle, ce qui est rendu nécessaire en partie par le fait que le coteau se compose de terres calcaires qui ne conviennent que pour la culture manuelle. De la lavande et des rosiers sont plantés

au pied des vignes, la première pour chasser certains parasites et les seconds pour signaler l'apparition d'une contamination par un champignon spécifique. Les vignes sont, par ailleurs, exclusivement nourries par des engrais naturels pulvérisés. Les mauvaises herbes sont enlevées à la main et aucun insecticide n'est utilisé. L'association applique également des méthodes particulières de lutte contre les animaux nuisibles (oiseaux et insectes notamment) en leur garantissant des habitats naturels grâce à la plantation de forêts d'un côté du vignoble et à la conservation des prairies de l'autre.

L'objectif vise à présenter les méthodes traditionnelles de viticulture du XVI^e siècle. Des fonds Leader provenant de l'axe 4 du PDR hongrois sont fournis de façon à promouvoir les techniques de culture uniques qui sont utilisées par l'association pour accroître l'attrait touristique de la région. Le chemin menant au vignoble a été transformé en un sentier pédestre touristique et a été orné de panneaux d'information et d'aires de repos.

De plus amples informations sont disponibles sur le site www.balatonleader.hu



© ÉLTETŐ BALATON-FELVIDÉKÉRT EGYESÜLET

Des procédés innovants de production et de promotion du vin local de qualité

Il est reconnu depuis un certain temps déjà qu'une nouvelle législation sur l'agriculture biologique concernant le secteur du vin est indispensable à l'échelle européenne (jusqu'ici, la viticulture était exclue de l'annexe VI sur les aides à la transformation et les additifs alimentaires du précédent règlement de l'UE sur l'agriculture biologique). Il n'existe actuellement en Europe aucun système de certification du vin bio qui pourrait valoriser les méthodes uniques de production vinicole (à savoir la transformation ainsi que la viticulture), y compris le taux autorisé de sulfites. Pour les producteurs européens, cette lacune est problématique, car elle les rend plus vulnérables à la concurrence des vins en provenance de pays tels que les États-Unis où le label «bio» peut purement et simplement remplacer le label «vin issu de raisins biologiques».

Mais l'absence d'accord sur la législation biologique n'a pas empêché les viticulteurs européens de trouver des méthodes innovantes de production et de promotion de la qualité de leurs produits. L'un des projets vinicoles soutenus en Hongrie dans le cadre de l'axe Leader n'est qu'un exemple parmi d'autres. Bien que les producteurs concernés utilisent des méthodes de production écologiques et saines, ils estiment à ce stade qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir une «certification biologique».

Ces exemples de bonnes pratiques parmi d'autres sont destinés à montrer que les PDR offrent aux agriculteurs des encouragements utiles à la culture de cépages de qualité et à la production de vins de qualité. Les mesures de développement rural peuvent aider à soutenir la production traditionnelle de vins de qualité en Europe et amener un plus grand nombre de personnes à la reconnaître.



© T. HUDSON



© DANIELE PICCININ

Liens utiles

«La réforme du secteur vitivinicole de l'UE: un potentiel à stimuler», Commission européenne, http://ec.europa.eu/agriculture/capreform/wine/potential/index_fr.htm

«Quelle est la situation actuelle du secteur vitivinicole en Europe?», Commission européenne, http://ec.europa.eu/agriculture/markets/wine/index_fr.htm



Promouvoir la qualité du produit en symbiose avec l'environnement dans les États baltes

La qualité des denrées alimentaires est un élément essentiel de la politique de l'UE et la tendance va essentiellement aujourd'hui dans le sens de l'établissement d'un lien de plus en plus grand entre la qualité du produit et l'environnement. Cette tendance s'observe dans toute l'UE, et notamment dans les trois États baltes que sont l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

L'agriculture et l'environnement naturel s'influencent mutuellement et l'agriculture et l'environnement de l'UE sont largement considérés comme complémentaires. Le règlement (CE) n° 2078/92 du Conseil a imposé l'introduction de programmes ou de mesures agroenvironnementaux dans tous les États membres pour aider à garantir l'efficacité de cette relation. Pour la période de programmation actuelle,

les États membres doivent inclure des mesures agroenvironnementales dans leurs programmes de développement rural (PDR).

La relation entre agriculture et environnement a adopté différentes formes en fonction des pays. L'Autriche, par exemple, se concentre sur la préservation de l'environnement naturel, tandis que les Pays-Bas s'efforcent davantage

de restituer à la nature les terres cultivées de manière intensive. Mais malgré ces différentes approches, ces pays ont une chose en commun: le lien de plus en plus important, dans les deux cas, entre la «qualité» d'un vaste éventail de denrées alimentaires issues des pratiques traditionnelles, locales ou biologiques et les «spécificités environnementales» de leur production et de leurs pratiques de distribution ou de commercialisation.

Une même tendance à l'établissement d'un lien entre qualité alimentaire et environnement s'observe aujourd'hui aussi dans les États baltes.

Qualité balte

L'agriculture intensive dans les États baltes a naturellement connu un ralentissement après les changements dans le système économique et politique qui sont intervenus à la fin de l'ère soviétique. À la suite du processus de restitution des terres, les régions agricoles se sont fortement fragmentées, ce qui a souvent été préjudiciable à l'agriculture. De nombreuses exploitations de la région se composent aujourd'hui de petites parcelles de terre distinctes, éloignées les unes des autres. Au niveau de l'environnement rural, des ressources terrestres fertiles avec de faibles niveaux de contamination et un niveau élevé de biodiversité sont disponibles. Cependant, dans les zones d'agriculture intensive, les engrais et les pesticides ont été à l'origine d'importants dégâts environnementaux et il existe de grandes superficies de terres abandonnées qui constituent actuellement une menace pour la biodiversité.

La surface agricole utile représente environ 33 % de l'ensemble du territoire estonien. En Lettonie, ce chiffre est d'environ 40 % et, en Lituanie, de quelque 53 %. La production de lait est la principale activité agricole en Lituanie et en Lettonie,

suivie par la production céréalière et l'élevage de bétail et de volaille. En Estonie, 30 % des exploitations sont spécialisées dans le bétail et 30 % dans les cultures (2).

Le secteur du lait et celui de la viande sont tous les deux dominés par de petits producteurs et sont donc caractérisés par une faible productivité de la main-d'œuvre, une faible compétitivité de la production de bétail primaire et des difficultés à se conformer aux exigences en matière de qualité, d'hygiène, d'environnement et de bien-être animal. La faible productivité, tant des exploitations d'élevage d'animaux producteurs de viande que des exploitations laitières, est également due au fait qu'il n'y a pas assez de troupeaux d'animaux ayant un potentiel génétique.

Les États baltes ont adhéré à l'UE après les réformes importantes de la politique agricole commune (PAC). Celles-ci étaient une avancée en faveur d'une économie rurale plus large plutôt que d'une production agricole pure et devaient garantir aux agriculteurs une rétribution non seulement pour ce qu'ils produisent, mais aussi pour leur contribution générale à la société. À la suite de l'adhésion à l'UE, l'agriculture des États baltes a été exposée aux défis du marché commun de l'UE, caractérisés par une concurrence plus rude pour les produits agricoles et les denrées alimentaires sur leur marché national et la nécessité d'appliquer des normes de qualité élevées et de respecter

des quotas de production et d'échanges déterminés. À présent, des normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire et de santé et bien-être des animaux doivent être appliquées, afin de renforcer la confiance du consommateur et d'améliorer la viabilité environnementale de l'agriculture. Pour les États baltes, il s'agit d'une nouvelle culture agricole.

Parallèlement, l'UE utilise une plus grosse partie du budget de la PAC pour stimuler l'agriculture extensive et biologique, la préservation du paysage et la conservation des habitats et de la biodiversité, toutes ces activités protégeant en définitive notre environnement et fournissant de nouveaux produits d'intérêt général de qualité pour la société au sens large. Cette approche est appliquée activement dans les États baltes depuis leur adhésion à l'UE en 2004.

Il en a résulté une croissance importante des programmes agroenvironnementaux et l'utilisation d'approches de qualité environnementale dans les États membres baltes qui visent à encourager la production écologique et le développement rural. Par comparaison avec le précédent système soviétique, on a assisté à une explosion de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement qui protègent les sols, sauvegardent les sources d'approvisionnement en eau et créent des paysages écologiques riches et une campagne plus adaptée tant aux personnes, à la faune et la flore sauvages qu'à la production d'aliments sûrs et de grande qualité.

L'agriculture biologique en Lituanie en 2009

On dénombre en Lituanie 2 700 exploitations agricoles certifiées biologiques pour une superficie totale de 128 900 hectares. La superficie moyenne par exploitation agricole certifiée biologique est de 48,3 hectares.

La production céréalière biologique représente 49 % du secteur dans son ensemble. Les cultures les moins populaires pour la production biologique sont les pommes de terre, les légumes et

la betterave fourragère (seulement 0,33 %). L'élevage ovin biologique est le plus populaire avec 13 000 ovins certifiés biologiques.

Le nombre d'exploitations biologiques en Lituanie a diminué au cours des deux dernières années, mais leur taille a augmenté. La valeur ajoutée nette des exploitations biologiques lituaniennes est égale à 50 % de la moyenne de l'UE et à environ 75 % de celle de l'Autriche. Tous les États baltes enregistrent des chiffres similaires.

(2) http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Farm_structure_in_Estonia

PDR et qualité environnementale

Les mesures de l'axe 1 du PDR dans les États baltes aident à restructurer et développer un potentiel physique et à introduire l'innovation, à améliorer le potentiel humain et à accroître la qualité de la production agricole. La mesure la plus utilisée dans les États baltes est la mesure 121: modernisation des exploitations agricoles. Les investissements à long terme sont particulièrement encouragés afin d'aider à réduire l'impact des activités agricoles sur l'environnement.

La mesure 114 (utilisation des services de conseil) est également reprise dans les PDR des trois États baltes et est activement utilisée pour soutenir les mesures agroenvironnementales et l'agriculture biologique. La mesure 131 (respect des normes sur la base de la législation de l'UE) est intégrée dans les PDR estonien et letton dans le but de renforcer le respect des normes environnementales par les exploitations agroalimentaires de ces pays. Cela permet ensuite à ces entreprises de mieux promouvoir les mérites écologiques (et la qualité associée) de leurs produits, ce qui contribue à leur conférer des avantages concurrentiels. Les mesures 214 (paiements agroenvironnementaux) et 215 (bien-être animal) de l'axe 2 encouragent l'utilisation durable des terres agricoles et offrent

un large éventail de produits baltes de grande qualité.

Ces mesures générales de PDR permettent, en outre, d'obtenir d'autres produits de qualité qui aident les zones rurales baltes à lutter pour attirer un plus grand nombre de touristes grâce à des investissements, par exemple dans leurs magnifiques paysages, leurs élevages traditionnels d'animaux domestiques, leurs rivières et leurs lacs caractérisés par leur propreté et leur riche biodiversité.

D'autres types de soutien offert par le PDR encouragent les approches environnementales de la qualité dans les États baltes. La mesure 141 fournit notamment une assistance aux exploitations agricoles de semi-subsistance. L'agriculture de semi-subsistance est caractéristique des États membres tels que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie. Ces trois États baltes intègrent la mesure 141 dans les mesures qu'ils adoptent au titre du PDR et les fonds aident les petits exploitants agricoles à guider leur exploitation vers des approches plus orientées vers le marché. Une grande partie des terres cultivées dans les zones de semi-subsistance est encore dans un bon état écologique et il n'est pas rare que ces zones jouissent d'un statut de zone de haute valeur naturelle (HVN) ou soient reprises dans une désignation de site Natura 2000 pour la faune et la flore sauvages et les habitats

que les systèmes d'exploitation aident à maintenir.

Les PDR sont en mesure d'aider les exploitants spécialisés dans l'agriculture de semi-subsistance à développer leurs exploitations de manière à accroître la qualité de la productivité et à diversifier leurs sources de revenus tout en respectant l'environnement. Cette aide apportée par le PDR présente l'avantage non seulement d'augmenter la disponibilité en produits locaux de qualité et de préserver la campagne unique des États baltes, mais aussi de permettre aux agriculteurs de continuer à utiliser les systèmes traditionnels à faible impact, ce qui contribue à préserver d'importants aspects de l'identité locale et de la culture rurale.

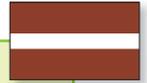
Les États baltes sont en général considérés comme des pays essentiellement ruraux. Même ceux qui vivent dans les villes entretiennent des liens étroits avec la terre et l'environnement naturel. La mise en œuvre de la politique de développement rural de l'UE encourage et soutient clairement ce lien et aide les entreprises et les communautés rurales à contrôler les ressources qui sont à leur disposition de la manière la plus écologique, par exemple grâce à un environnement rural de haute qualité et des produits ruraux de grande qualité, ce qui s'avère bénéfique pour tous.

L'écoagriculture dans une exploitation de Kiltsimäe, en Estonie

Ce projet entend offrir des produits agricoles biologiques sains. En 2003, la pénurie de légumes bio qui régnait sur le marché local a incité M. Lille à se lancer dans la culture maraîchère biologique en commençant par une superficie de 10 hectares. Des installations de transformation permettent de nettoyer, peler, découper et emballer les produits. Le projet a bénéficié de fonds au titre de la mesure 214 du PDR estonien dans le cadre d'un système de paiement agroenvironnemental. Le soutien du PDR

a aidé l'exploitant et sa famille à continuer à vivre de l'exploitation agricole et à élargir les activités de celle-ci en poursuivant des objectifs de préservation de la nature. Des biens d'utilité publique ont été produits indirectement et les produits biologiques sont à même de se distinguer de la concurrence par leur qualité environnementale. Cela offre à l'exploitation des avantages concurrentiels par rapport à d'autres unités qui ne pratiquent par l'agriculture biologique.





Développement du marché bio en Lettonie

Le développement du marché des produits bio dans le PDR letton explique l'importance de l'agriculture biologique dans le contexte du développement durable de l'UE, présente le logo de l'agriculture biologique de l'UE et le biolabel «Produit écologique letton» et encourage les consommateurs à s'intéresser personnellement aux produits biologiques. L'appui du PDR couvre ici :

- l'introduction d'une marque bio (présentations lors d'événements, promotion de recettes de cuisine avec des produits bio et soutien lors de programmes télévisés);
- des actions de promotion des produits biologiques (brochures sur l'agriculture biologique, articles de presse, information des médias, participation à des foires internationales et coopération avec les institutions pédagogiques);

- la vente des produits bio (foires bio);
- l'évaluation de la situation du marché (suivi des médias, études de consommation et études de marché).

Les activités de sensibilisation du consommateur aux produits biologiques ont augmenté, passant de 7 à 30 %, et l'attention du public s'est concentrée sur les avantages offerts par les produits bio. Le programme a reçu une contribution globale d'un montant de 150 000 euros du PDR letton entre 2006 et 2008.

Le programme a été mis en œuvre par l'association de l'agriculture biologique lettonne (ALOA).



© RASA BALIULEVICIENE



Modernisation de la ferme bio Saulius Daniulis en Lituanie

Saulius Daniulis, qui s'est lancé dans l'agriculture biologique en 2004 dans le district d'Ukmergė, préside aujourd'hui l'association lituanienne des exploitations biologiques. L'activité de sa ferme bio était initialement axée sur les fruits rouges, mais grâce à une contribution récente du PDR lituanien au titre des mesures 121 et 124, M. Daniulis a pu développer ses systèmes d'agriculture durable de façon à couvrir la production de céréales de base. Le cofinancement du PDR l'a aidé à investir dans de nouvelles machines telles qu'une moissonneuse, un tracteur et des herses. Grâce à ce nouvel équipement, il a développé sa compétitivité et accru sa capacité de production, à tel point que son entreprise familiale cultive

aujourd'hui 500 hectares de terres destinées à l'agriculture biologique qui lui permettent de récolter pour l'essentiel des céréales de qualité.

Grâce aux nouvelles machines, il a pu appliquer de nouveaux types de culture des terres à faible impact sans recourir au labourage, ce qui lui a permis d'économiser du temps et du carburant et d'améliorer la structure du sol. M. Daniulis est également très heureux de la façon dont les nouvelles machines traitent les mauvaises herbes, un aspect important dans la recherche de moyens rentables pour réaliser des gains élevés de productivité dans des exploitations agricoles biologiques.

La stratégie, l'élément
essentiel pour coordonner
le soutien des PDR
à l'agriculture biologique

Les méthodes d'agriculture biologique font partie intégrante de la politique de qualité de l'UE en faveur des produits agricoles, et une analyse récente du secteur biologique européen a fait ressortir la nécessité d'adopter une stratégie globale pour guider les mesures politiques de soutien.

L'analyse du secteur de l'agriculture biologique de l'UE (juin 2010) ⁽¹⁾, réalisée par le ministère fédéral allemand de l'alimentation, de l'agriculture et de la protection des consommateurs pour le compte de la direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne, révèle l'existence d'importantes différences entre les États membres et les régions en ce qui concerne le développement du secteur de l'agriculture biologique ainsi que les types de soutien offerts à travers les programmes de développement rural (PDR).

En République tchèque, par exemple, une stratégie globale de développement du secteur de l'agriculture biologique profite d'un large éventail d'aides de l'UE (mesures agroenvironnementales, soutien à l'industrie de la transformation, promotion). Cette approche semble porter ses fruits puisque le pays bénéficie aujourd'hui d'un taux de croissance élevé de la superficie totale consacrée à l'agriculture biologique et du nombre de producteurs, peu d'entre eux abandonnant le secteur, mais également d'un développement dynamique de la capacité de transformation et que le secteur de l'agriculture biologique tchèque représente une part de 60 % du marché alimentaire domestique.

Diversité du soutien apporté par le PDR

Les différences d'échelle et de rythme de développement du secteur biologique entre les États membres et les régions sont attribuées, du moins en partie, aux différents types de soutien disponibles grâce aux PDR. À titre d'exemple, à travers les mesures agroenvironnementales, certains programmes n'apportent une aide qu'aux superficies sous conversion, tandis que d'autres soutiennent les

superficies sous conversion et les superficies déjà converties.

Le soutien à l'agriculture biologique apporté par les mesures agroenvironnementales (axe 2 des PDR) est perçu comme l'un des outils d'encouragement les plus importants de la période de programmation actuelle (2007-2013). L'analyse effectuée par le ministère allemand fait toutefois aussi ressortir que certains États membres et certaines régions attribuent une priorité plus



© RICCARDO PASSERO

⁽¹⁾ http://ec.europa.eu/agriculture/analysis/markets/organic_2010_en.pdf

élevée au soutien du secteur biologique par le biais des mesures de l'axe 1 telles que la modernisation des exploitations, les services de conseil et de formation, les investissements dans la transformation et la commercialisation, les systèmes de qualité alimentaire et les groupes de producteurs. Dans ces cas-là, les producteurs bio bénéficient généralement de niveaux plus élevés de soutien que les producteurs traditionnels ou ceux qui n'appliquent pas les principes de l'agriculture biologique.

Certaines mesures de l'axe 3 sont également utilisées pour soutenir la compétitivité à long terme des exploitations biologiques (par exemple soutien en faveur de la diversification dans des activités non agricoles ou des projets de tourisme).

Un développement équilibré du secteur

L'analyse conclut que «la réussite et le développement équilibré du secteur biologique dépendent de l'application d'une stratégie globale qui ne peut pas se limiter aux seuls paiements agroenvironnementaux». Le rapport indique qu'il est nécessaire d'adopter une série

de mesures plus large afin que l'environnement institutionnel qui entoure l'agriculture biologique (recherche, services de vulgarisation agricoles, etc.) et le développement de la chaîne d'approvisionnement et du marché soient également soutenus.

Le rapport attire toutefois l'attention sur le fait que les États membres ne disposent pas tous d'une telle stratégie. Cela est particulièrement vrai dans certains des nouveaux États membres où les auteurs redoutent qu'une trop forte concentration sur les paiements agroenvironnementaux entraîne un déséquilibre de l'offre et de la demande, en particulier si l'on tient compte du fait que la consommation d'aliments bio est toujours relativement faible dans ces pays par comparaison avec le reste de l'UE.

Aller au-delà de l'«agriculture de niche»

Si l'on se tourne vers l'avenir, l'analyse suggère que le secteur biologique tend désormais à dépasser le stade de l'«agriculture de niche». Elle conclut que les réformes successives de la PAC ont supprimé tous les éléments de démotivation, par exemple en découplant les

paiements de la production, et que l'aide offerte à travers les PDR a contribué à la croissance rapide de la production biologique, en particulier dans l'EU-12 où la «demande du marché» est un facteur moins important.

Le rapport souligne malgré tout que chaque année, dans l'UE, un nombre important de producteurs retournent à l'agriculture traditionnelle, ce qui, toujours selon le rapport, «révèle une certaine fragilité du secteur biologique». Dans ce contexte, il se pose plusieurs questions visant à déterminer comment l'aide est offerte et si elle est stable et prévisible, si elle est axée sur des mesures isolées ou si elle s'inscrit dans une stratégie globale et, enfin, si elle tient dûment compte ou non de la demande du marché en produits biologiques.

Selon le rapport, ces éléments «soulignent la nécessité d'adopter des stratégies à plusieurs facettes qui allient des politiques de développement de l'offre à l'établissement d'un cadre institutionnel global (incluant des services de vulgarisation agricole et la recherche) et des stratégies d'attraction par la demande» (telles qu'une communication sur les produits biologiques)».

© T. HUDSON



Soutien du REDR en faveur des produits biologiques et de qualité

Le réseau européen de développement rural (REDR) apporte essentiellement son soutien à la mise en œuvre des mesures des PDR dans trois domaines principaux:

- le développement des connaissances, c'est-à-dire permettre de mieux comprendre la politique de développement rural;
- le partage des connaissances, à savoir garantir l'accès à des informations utiles et la diffusion de celles-ci;
- l'échange et la coopération, autrement dit faciliter les échanges et la coopération entre les réseaux ruraux et les acteurs au niveau de l'UE.

L'un des principaux outils permettant de développer la connaissance des types d'aide en faveur de produits biologiques de qualité offerte par le biais des PDR dans différents États membres est la base de données «RDP Projects Database», qui est disponible sur le site internet du REDR. Cette base contient des exemples illustrant la façon dont le Fonds européen agricole pour le

développement rural (Feader) est utilisé dans la pratique pour les activités quotidiennes dans toute l'Europe. Il s'agit d'une sorte de «guichet unique» général qui dispense des informations sur les projets de développement rural de tous les États membres en couvrant tous les axes des PDR.

De plus amples informations peuvent être obtenues sur le site <http://enrd.ec.europa.eu>

© T. HUDSON





Jeter les bases de la production biologique en Slovaquie



Zuzana Lehocká est employée par le centre national de recherche agronomique (CVRV) de Piešťany, en Slovaquie. Diplômée de la faculté agricole de l'université slovaque de Nitra, M^{me} Lehocká est active dans le secteur de l'agriculture biologique depuis 1998. Ses domaines de recherche sont, entre autres, les systèmes agroenvironnementaux, les systèmes d'agriculture durable et d'agriculture à faible consommation d'intrants et l'agriculture de conservation.

© T. HUDSON



L'agriculture biologique s'est bien établie en Slovaquie ces dernières années. «136 688 hectares, soit 7,05 % de la surface agricole totale, sont cultivés suivant le mode biologique et 22 613 hectares sont en cours de conversion», précise M^{me} Lehocká.

M^{me} Lehocká a coordonné un nombre de projets nationaux visant à développer l'agriculture biologique en Slovaquie et a contribué à un projet international consacré aux chaînes d'approvisionnement agricoles dans les États membres de l'UE, qui est dirigé par l'université et le centre

d'étude et de recherche de Wageningen (WUR) aux Pays-Bas. Elle a contribué à l'organisation de la conférence internationale sur l'agriculture durable (Ecomit) et représente la Slovaquie au conseil du «Groupe Europe» de la fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM).

La Slovaquie compte aujourd'hui environ 350 exploitants spécialisés dans l'agriculture biologique, ce qui signifie que la taille moyenne des exploitations biologiques est relativement grande: 434,9 hectares. 418 «opérateurs» biologiques (cueilleurs

de plantes sauvages, distributeurs de semences biologiques, producteurs d'aliments biologiques, etc.) y sont également actifs.

Les points forts de l'agriculture biologique en Slovaquie sont «sa législation et ses systèmes de contrôle et de certification», précise M^{me} Lehocká. «Nous avons également établi une aide rémunérée pour l'agriculture biologique dans le cadre du programme de développement rural.»

Elle fait toutefois remarquer qu'il subsiste toujours un certain nombre de

points faibles sur lesquels il convient de se pencher, notamment l'éducation et la recherche. «Je dois bien le reconnaître, même si je travaille dans ce domaine», confesse-t-elle. L'absence de services consultatifs techniques pour les agriculteurs biologiques est une autre question qu'il y a lieu de traiter.

Selon M^{me} Lehocká, le défi principal pour la croissance de l'agriculture biologique en Slovaquie est que «la transformation n'est pas développée et la plus grande partie de la production primaire agricole biologique est celle qui est destinée à l'alimentation des animaux d'élevage. Les principales cultures restent les céréales, généralement le blé, le froment et l'avoine. La production bio ne représente que 1,5 % de la production maraîchère totale de la Slovaquie. Le pays ne compte que 993 hectares de vergers biologiques et 50 hectares de

vignobles biologiques qui produisent généralement du vin blanc».

Du fait du manque d'installations de transformation combiné au pouvoir d'achat relativement faible de la population slovaque (en particulier en dehors de la capitale et des grandes villes), «le marché national des produits bio reste faible... Une grande partie de la production est toujours au même prix que celle de l'agriculture traditionnelle», souligne M^{me} Lehocká. Lorsqu'il y a une valeur ajoutée, ce ne sont souvent pas les agriculteurs qui en profitent. «Il est dommage que de nombreux commerçants tirent de plantureux profits, à la suite de la majoration du prix des produits bio, au détriment des agriculteurs qui ne gagnent pas énormément», explique-t-elle. À titre d'exemple, elle indique qu'un même produit bio peut se vendre trois fois plus cher à Bratislava que dans les petites villes à l'est de la Slovaquie.

Malgré ces défis, M^{me} Lehocká reste convaincue que les Slovaques sont prêts à payer plus cher pour un produit biologique, en particulier lorsque les méthodes agricoles traditionnelles sont associées à des problèmes sanitaires comme ce fut le cas avec les dioxines dans la viande de poulet. Mais pour développer l'agriculture biologique, dit-elle, «nous devons améliorer la finalisation des produits bio, soutenir le développement des petites exploitations familiales et continuer à sensibiliser le consommateur à ces produits et à l'agriculture biologique en général».

Le rôle de l'UE

M^{me} Lehocká prévoit que la politique de développement de l'UE jouera un rôle important dans le développement de l'agriculture biologique en Slovaquie. Elle attire l'attention sur le fait que 50 % de la production agricole du pays se trouve dans des zones marginales et sous-marginales. L'experte en production végétale voit dans les surfaces protégées, qui représentent 23 % de la couverture terrestre de la Slovaquie (1), une possibilité de relier l'agriculture productive à la protection de l'environnement d'une manière qui profitera non seulement aux agriculteurs biologiques et à l'industrie des produits biologiques, mais aussi aux citoyens ruraux en général. «Ce qui est nécessaire, c'est de soutenir les industries de la transformation biologique et d'améliorer l'efficacité des cultures biologiques tout en réduisant l'impact environnemental», affirme-t-elle. «Cela requiert des recherches dans la préservation de la biodiversité, l'amélioration de la qualité du sol et de l'eau et l'atténuation du changement climatique.»

Le programme de développement rural peut jouer un rôle important pour aider à atteindre certains de ces objectifs et à commercialiser les produits biologiques. M^{me} Lehocká cite comme exemple de ce qui peut être réalisé avec des fonds issus du PDR un projet d'éducation et d'information consacré à l'agriculture biologique, mis en place sous la conduite de l'Association slovaque de l'agriculture durable (SASA) entre 2007 et 2009, et auquel elle a participé. Ce projet a notamment publié des brochures à l'attention des consommateurs, rédigé des guides techniques et organisé des conférences



© EKOTREND MYJAVA COMPANY

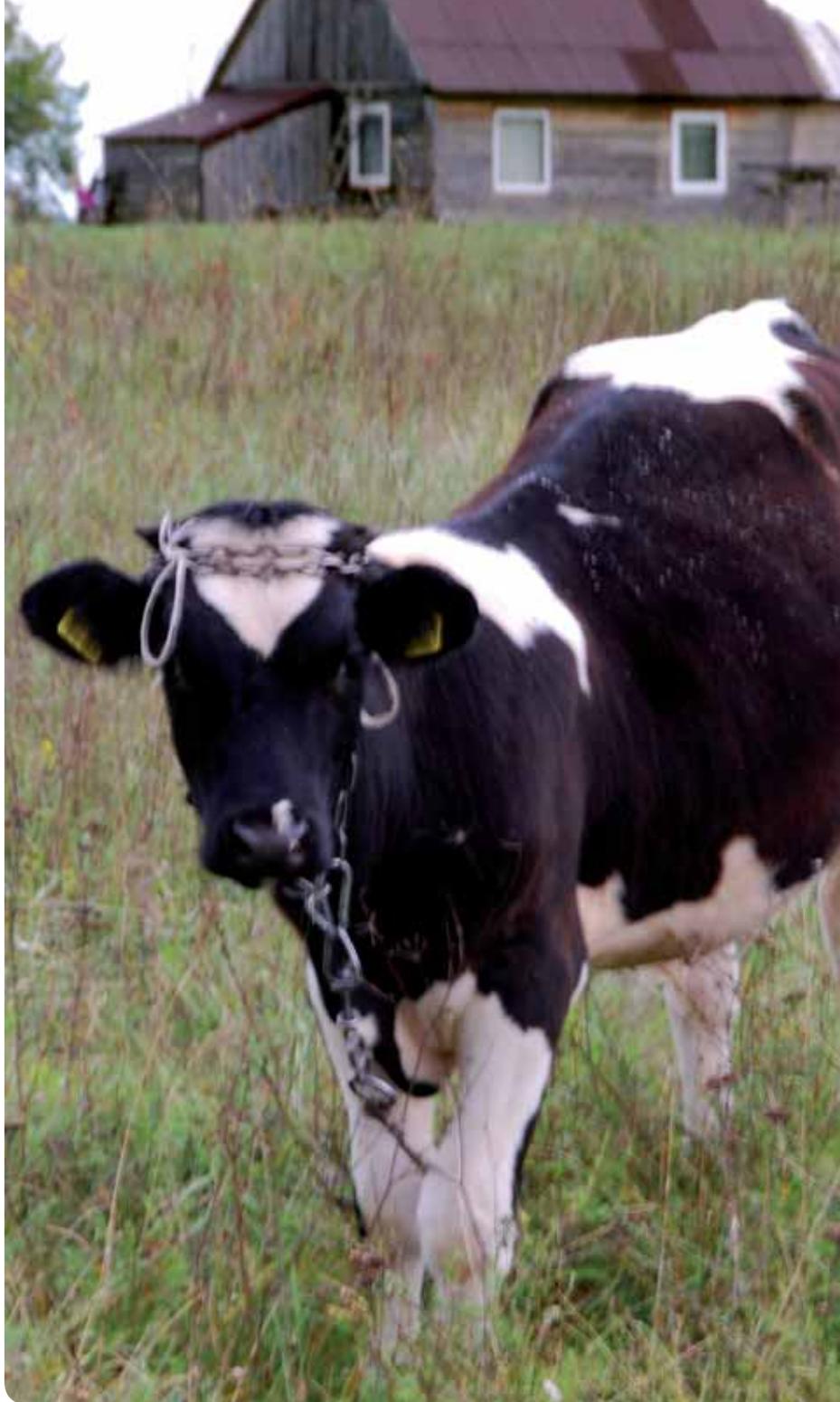
(1) Source: «Štátna ochrana prírody Slovenskej republiky», 2010

au profit des agriculteurs ainsi que des journées d'information et des stages pratiques pour les étudiants. «C'était beaucoup de travail, mais ce n'est pas impossible à réaliser», ajoute-t-elle.

Elle souligne également l'impact positif que l'aide de l'UE a eu sur les communautés rurales en Slovaquie avant et depuis l'adhésion. «Notre village, dans l'ouest de la Slovaquie, enregistre un taux de chômage relativement élevé, mais grâce au concours de l'UE, un habitant de la localité a pu établir une exploitation agricole biologique. Initialement, l'exploitation ne cultivait que des céréales destinées à l'alimentation animale, mais grâce aux aides de l'UE, l'exploitant a été en mesure de transformer une ancienne école en une maison d'hôtes pour l'agrotourisme et d'y aménager également un petit musée agricole. Aujourd'hui, il possède également des chevaux, offre des services de restauration, organise des camps pour enfants... bref, différents événements pour l'ensemble de la région. L'entreprise emploie plusieurs personnes et, grâce au soutien de l'UE, elle a insufflé de l'énergie à l'ensemble du village. C'est très agréable de voir comment de tels projets peuvent se réaliser», conclut-elle.

De bons conseils

Les trois meilleurs conseils que M^{me} Lehocká adresse aux autres praticiens de l'agriculture rurale sont les suivants: «1. Soyez honnêtes envers vous-même, vos partenaires, vos consommateurs, la nature et le système bio dans son ensemble. 2. N'ayez pas peur de vous lancer dans quelque chose de nouveau, de suivre les nouvelles tendances, d'adopter de nouvelles techniques ou de profiter de l'expérience des autres agriculteurs. 3. Coopérez: la coopération est essentielle à tous les niveaux!»



© T. HUDSON

« Nous devons améliorer la finalisation des produits bio, soutenir le développement des petites exploitations familiales et continuer à sensibiliser le consommateur à ces produits et à l'agriculture biologique en général. »

Zuzana Lehocká



L'histoire d'une vinification de qualité en Espagne

Oscar Navarro, de la cave de vinification Arzuaga Navarro en Espagne, lève le voile sur la vinification et explique pourquoi les vins d'Arzuaga sont réputés pour leur grande qualité. La clé du succès, c'est l'adoption d'approches de qualité à tous les stades du processus de vinification, de la gestion du sol à la vente finale du produit.

Fondé par Don Florentino Arzuaga, le domaine Bodegas Arzuaga-Navarro a vu le jour en 1980, à la suite de l'acquisition d'une parcelle de terre dans la ville de Quintanilla de Onésimo au cœur de la Ribera del Duero, l'une des régions viticoles les plus célèbres d'Espagne. Les vignes et les vignobles constituent une partie essentielle du développement culturel et économique de la Ribera depuis le XIII^e siècle.

Bodegas Arzuaga-Navarro a commercialisé ses premières bouteilles à l'échelle internationale en 1993, année au cours de laquelle son principal œnologue, Oscar Navarro Balbás, a commencé à s'engager sur la voie de la production

de vins de qualité. Commenant par une petite production servie dans quelques restaurants, l'établissement vinicole est l'un des plus grands producteurs de vins d'Espagne, comptant dans sa clientèle des restaurants, des hôtels, des magasins spécialisés et des clients privés, tant espagnols qu'internationaux. Les exportations vers l'Europe ont déjà été consolidées, tandis que le producteur vise aujourd'hui les marchés émergents de Bulgarie et de Roumanie.

M. Navarro est un expert en vinification et les grands défis auxquels le marché du vin se voit confronté aujourd'hui n'ont pas de secret pour lui. Face à l'actuelle crise économique qui exerce une pression à la baisse sur les prix, il estime que

«l'unique façon de préserver l'image d'Arzuaga et de rester concurrentiel est d'investir dans la qualité».

Une histoire de qualité

L'amélioration de la qualité est au premier plan de la stratégie de commercialisation de l'exploitation agricole. La qualité englobe l'ensemble du processus de production, de la plantation des vignes jusqu'à la mise en bouteille et la commercialisation du vin, mais, selon M. Navarro, qui est expert en la matière depuis plus de quinze ans, «la clé pour produire un vin de qualité est d'obtenir des cépages de classe supérieure». Pour y parvenir, l'établissement vinicole d'Arzuaga a introduit de nouvelles



© FLORENTINO ARZUAGA IPARRAGUIRRE

approches qui révèlent que la qualité peut être synonyme de sensibilisation à l'environnement.

Les vignes sont traitées avec des engrais et des pesticides plus écologiques, tandis que les herbicides ont été totalement bannis, ce qui profite tant à la qualité des cépages qu'à l'environnement. L'exploitation viticole a, par ailleurs, recours à des techniques de gestion du sol qui contribuent à améliorer la qualité du raisin tout en augmentant la teneur en matières organiques du sol. Ces techniques sont, par exemple, la plantation de céréales ou d'autres cultures herbacées entre les vignes afin d'éviter la prolifération de mauvaises herbes et de maintenir l'humidité nécessaire dans le sol. M. Navarro précise enfin que les «cultures herbacées jouent un rôle de catalyseur dans l'absorption de l'excès d'humidité qui, sinon, ferait pourrir les raisins».

Parallèlement, les cultures herbacées constituent «un tissu végétal plus spongieux qui produit les matières organiques dont le sol a besoin». La température du champ est également contrôlée, compte tenu de la sensibilité des vignes aux variations climatiques. Tous ces procédés nécessitent, certes, un volume important de ressources et d'argent, mais «la qualité élevée des cépages ainsi atteinte vaut bien la peine de concéder des dépenses supplémentaires. Elle garantit la transition vers le stade suivant du processus, la récolte et la sélection des raisins».

Les raisins cueillis étaient traditionnellement entassés les uns sur les autres dans des camions, puis transférés vers une presse où ils étaient sélectionnés mécaniquement. Ce faisant, les raisins étaient écrasés dans le fond de la benne du camion, tandis que la sélection mécanique ne permettait pas de garantir suffisamment la pureté des raisins en supprimant toutes les impuretés boisées (feuilles, branches, etc.). L'établissement viticole Arzuaga a introduit une nouvelle approche et la vendange s'effectue désormais manuellement, les raisins cueillis étant déposés dans des casiers

de 15 kg qui sont ensuite placés sur un camion. Cela évite la compression des raisins et leur fermentation en cours de transport. Les casiers sont ensuite chargés sur une table de tri où les meilleurs raisins sont sélectionnés manuellement et débarrassés de tout résidu de bois, ce qui garantit que «seuls les meilleurs raisins sont sélectionnés pour l'étape de fermentation suivante».

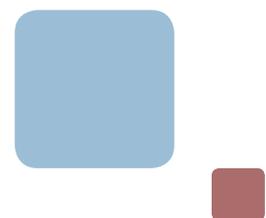
M. Navarro souligne que «l'utilisation de méthodes plus coûteuses, mais de grande qualité, appliquées à chaque stade de la vinification est la seule garantie d'avoir des vins de qualité supérieure». Il affirme que «c'est grâce à de tels procédés de qualité que l'un des vins rouges d'Arzuaga a obtenu la distinction de meilleur vin rouge du monde au concours viticole des Vinalies internationales (organisé chaque année à Paris par l'Union des œnologues français)».

Pour préparer le stade de la fermentation, l'établissement viticole utilise plusieurs petites presses au lieu d'une seule grosse machine. Cette méthode de séparation d'égrappage est, elle aussi, plus coûteuse, mais elle garantit que le grain qui atteint le tonneau est le plus intact possible. «Chaque détail a son importance», explique M. Navarro, et la meilleure preuve est que même la distance d'une étape du processus à l'autre et l'emplacement de l'équipement sont soigneusement étudiés de manière à garantir un minimum de transport à travers des tuyaux ou par d'autres moyens qui risquent d'endommager les raisins.

Après l'égrappage, les raisins sont placés dans des tonneaux pour la fermentation. M. Navarro souligne l'importance du type de tonneau utilisé à cette fin. «Tous les tonneaux n'ont pas la même qualité», indique-t-il en précisant que «les tonneaux français sont de qualité supérieure par rapport aux tonneaux américains». L'entreprise possède actuellement 3 600 tonneaux, dont 65 % sont d'origine française. Ses vins de qualité supérieure reposent dans des tonneaux français.

Mais «nous ne pouvons obtenir l'assurance de l'excellence de notre vin que lorsque celui-ci est enfin mis en bouteille». Un élément déterminant pour maintenir les meilleures conditions pour que les vins continuent à mûrir après leur mise en bouteille est la qualité du bouchon. Pour ce faire, «nous exigeons des certificats indiquant les traitements qui ont été appliqués à l'arbre dont provient le liège et les maladies dont il a potentiellement souffert et nous faisons également exécuter une analyse chimico-physique indépendante afin de nous assurer que le liège n'a pas absorbé de substances qui pourraient influencer la qualité du vin d'une manière ou d'une autre».

Mais c'est au stade final de la production du vin, c'est-à-dire au stade de la commercialisation, que les approches de la qualité culminent en une combinaison d'art et de design inextricablement liés dans le cas des vins d'Arzuaga. Les étiquettes sont conçues par un membre de la famille Arzuaga, un créateur de mode renommé. Affichant toujours de grandes qualités de conception tout en respectant le caractère évocateur des images traditionnelles, «les étiquettes des vins d'Arzuaga sont un point de repère dans l'histoire de la vinification en Espagne». Rompant avec cette tradition et inspirée des approches innovantes de la commercialisation, la dernière étiquette représente une femme, toute de noir vêtue, qui semble voler au ralenti comme une goutte de vin rouge sur le point de tomber dans le verre le plus fin.

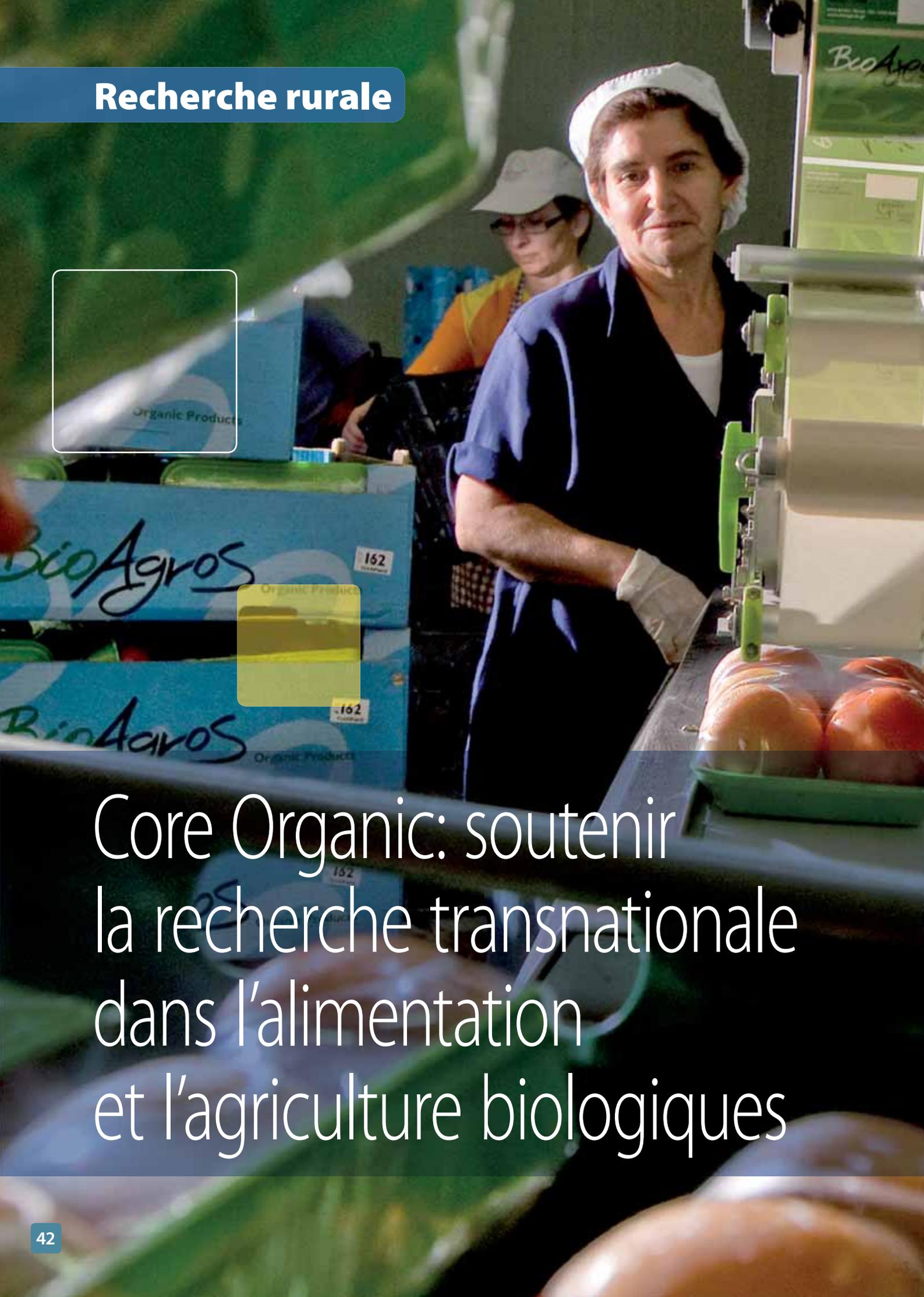


« L'utilisation de méthodes plus coûteuses, mais de grande qualité, appliquées à chaque stade de la vinification est la seule garantie d'avoir des vins de qualité supérieure. »

Oscar Navarro Balbás

© UNION EUROPÉENNE, 1995-2011





Core Organic: soutenir
la recherche transnationale
dans l'alimentation
et l'agriculture biologiques

Le secteur de l'alimentation et de l'agriculture biologiques a connu une croissance rapide au cours des dix dernières années. L'initiative Core Organic s'était fixé pour objectif principal d'améliorer la coordination et la collaboration des activités de recherche dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture biologiques dans les pays partenaires.

L'agriculture biologique aborde plusieurs des défis et des objectifs de la politique agricole européenne. Les principaux concernent la production durable de denrées alimentaires de grande qualité et la sécurité alimentaire, la réduction des pressions sur l'environnement, l'amélioration de l'efficacité des ressources et le soutien à la nature et aux fonctions de l'écosystème. L'agriculture biologique joue également un rôle important dans l'adaptation au changement climatique et dans le bien-être animal. Tous ces éléments contribuent, par ailleurs, à l'activité économique rurale et à la vitalité rurale.

Vu la croissance rapide du marché des produits biologiques en Europe, il est extrêmement important que le secteur soit soutenu par une recherche coordonnée de grande qualité. Celle-ci doit déboucher sur de nouvelles technologies et des innovations adéquates qui garantiront une plus grande diversification des produits et une meilleure qualité. Des adaptations apportées à la législation pertinente au niveau de l'UE et des stratégies innovantes de commercialisation et de promotion aideront à améliorer encore l'expansion du marché des produits biologiques.

Depuis le plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques de 2004, la recherche biologique est l'une des actions explicitement mentionnées du programme politique. Une plateforme technologique, baptisée «TP Organics», a été créée dans le but de promouvoir la recherche dans le secteur biologique. TP Organics a publié, en décembre 2009, un programme stratégique de recherche qui établit le cadre pour le moyen terme et a finalisé le plan d'action de mise en œuvre en décembre 2010, indiquant de quelle manière approcher, exécuter et suivre les travaux de recherche proposés, de façon à obtenir le meilleur effet possible.

Core Organic (Coordination of European Transnational Research in Organic Food and Farming) était anciennement un partenariat européen qui soutenait et coordonnait la recherche transnationale dans l'alimentation et l'agriculture biologiques. Le partenariat, qui avait pour objet une action de coordination sur trois ans dans le cadre du schéma ERA-NET lancé au titre du sixième programme-cadre de la Commission européenne, regroupait treize organismes de financement public représentant onze pays (Allemagne, Autriche, Danemark, Finlande, France, Italie, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse). Coordonné par le Centre international de recherche sur les systèmes alimentaires biologiques (ICROFS), établi au Danemark, le partenariat a démarré en 2004 et a été clôturé en 2008.

L'objectif principal de l'initiative Core Organic était d'améliorer la coordination et la collaboration des activités de recherche dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture biologiques dans les pays partenaires. Elle s'est fixé pour objectifs de recueillir une masse importante d'informations et de matériel, et d'établir un programme de recherche conjoint.

L'une des principales activités de Core Organic était la constitution d'une

fondation chargée d'assurer la coordination de la recherche et la collaboration dans ce domaine en Europe. Une bibliothèque complète en accès libre, Organic Eprints (<http://www.orgprints.org/>), a été développée dans le but de constituer un point d'information aisé et structuré. Parallèlement, un portail commun a recueilli des informations sur les programmes de recherche, les projets et les services existant dans les onze pays partenaires dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture biologiques. Ces deux outils, en plus des autres produits de diffusion d'informations sur les projets (sites internet, circulaires et événements), ont joué un grand rôle en facilitant un échange des meilleures pratiques dans la recherche et l'agriculture biologiques ainsi que l'utilisation commune de services de recherche. Cela a contribué à améliorer l'efficacité des activités de recherche européennes et à en réduire la fragmentation.

L'initiative s'est également concentrée sur le partage et le développement des «meilleures pratiques» pour l'évaluation de la recherche biologique. Elle y est parvenue en passant au crible les méthodes et les critères d'évaluation, en mettant en place un système de notification et de contrôle des pratiques dans les pays partenaires et en établissant un critère de comparaison commun pour évaluer les propositions

« Un nombre remarquable de consommateurs sont prêts à dépenser plus pour acheter des aliments biologiques produits dans le respect de normes "éthiques" plus élevées, étant donné que les qualités spécifiques des denrées alimentaires font l'objet d'une bonne communication. »

Katrin Zander et Ulrich Hamm, faculté des sciences agricoles biologiques, université de Kassel, Allemagne

soumises en réponse au premier appel à propositions lancé par Core Organic. C'était aussi la première fois qu'une liste d'évaluateurs et d'experts de haut vol était établie.

La dernière activité de Core Organic a consisté à identifier les futures priorités de recherche qui ont pu être menées par la suite grâce à des procédures et des programmes de financement. Parmi les sept thèmes de recherche prioritaires suggérés, trois ont été retenus pour le premier appel pilote lancé en 2007.

Ces thèmes étaient les suivants:

- la prise en charge des maladies animales et des parasitoses, y compris les traitements préventifs et les thérapies d'amélioration de la santé, dans le but de réduire la dépendance aux antibiotiques;
- la qualité de l'alimentation biologique: santé et sécurité;
- les stratégies de commercialisation innovantes, l'identification de méthodes de commercialisation fructueuses et les marchés locaux.

Huit projets transnationaux de recherche ont été organisés dans le cadre du premier appel pilote, ce qui représentait un coût de 8,3 millions d'euros. Les projets suivants ont été sélectionnés et menés à bien pendant trois ans.

- AGTEC-Org: méthodes d'amélioration de la qualité du froment biologique.
- Aniplan: programme d'amélioration de la santé et du bien-être des animaux.
- Corepig: outil de prévention des maladies et des parasites dans les cheptels porcins biologiques.
- FCP: comment transmettre des valeurs éthiques.
- iPOPY: marché public innovateur réservé aux jeunes dans le domaine de l'alimentation biologique.
- PathOrganic: évaluation et réduction des risques de contamination par des organismes pathogènes dans les légumes biologiques.
- Phytomilk: qu'est-ce qui rend le lait biologique sain?
- QACCP: comment garantir la sécurité, la santé et les qualités organoleptiques des produits biologiques.

À l'achèvement du projet Core Organic ERA-NET en 2007, les partenaires ont étendu leur réseau et développé avec succès une seconde initiative ERA-NET Core Organic II. Cette initiative a pris la forme d'une collaboration triennale entre 27 partenaires représentant 22 pays qui a débuté en mars 2010. Elle s'appuie sur les résultats du premier projet Core Organic en encourageant la recherche transnationale effective et durable. Comme pour la précédente initiative, l'objectif est d'identifier des priorités de recherche communes pour le secteur biologique dans les domaines où une approche transnationale offrira une valeur ajoutée, de lancer au minimum deux appels transnationaux à projets de recherche et d'envisager des modèles de financement durable pour la recherche transnationale, ce qui peut aider à maintenir et même poursuivre au-delà d'ERA-NET les avantages offerts par l'initiative.

Core Organic II devrait déboucher sur la mise en place d'un réseau solide et durable d'organismes de financement, la réunion de toutes les conditions nécessaires à la poursuite efficace de la collaboration, une série de projets de recherche en cours et un plan visant à soutenir la diffusion des résultats.

Core Organic et Core Organic II renforceront le statut de leader et la position d'excellence de l'Europe dans le domaine de la recherche biologique en promouvant la recherche européenne en matière d'agriculture biologique, une efficacité accrue et la complémentarité des initiatives de recherche biologique, ainsi que l'amélioration de l'impact de la recherche sur le développement du secteur biologique européen. La fixation de priorités communes pour des thèmes de recherche permet au secteur européen d'être mieux préparé pour le marché de l'alimentation biologique en évolution et de mieux répondre à la demande des consommateurs et aux pressions politiques. Cela aura un impact positif majeur sur le développement durable dans la production alimentaire et la compétitivité globale de l'agriculture européenne.

De plus amples informations à ce sujet peuvent être obtenues sur les sites www.coreorganic.org et www.coreorganic2.org





Certcost: rechercher des moyens d'améliorer le système de certification des produits biologiques

Compte tenu du marché croissant pour la production biologique, Certcost recherche d'où viennent la confusion et les coûts additionnels associés au secteur biologique et la manière de les éviter, tant du côté des consommateurs que de celui des producteurs.

Certcost est un projet de recherche européen soutenu par la Commission européenne au titre du septième programme-cadre. D'une durée de trois ans, ce projet a débuté en septembre 2008

pour se terminer en août 2011, en se fixant pour objectif d'entreprendre une analyse économique des systèmes de certification de l'alimentation et de l'agriculture biologiques. Dix institutions, dont huit du secteur de la

recherche et deux du secteur de la certification, participent au projet. Sept pays sont représentés, notamment l'Allemagne, le Danemark, l'Italie, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suisse et la Turquie.



© T. HUDSON

Certcost est motivé par la nécessité croissante de renforcer la compétitivité du secteur alimentaire biologique européen en réduisant les incidences du non-respect de la réglementation et, partant, en accroissant la confiance du consommateur. Mais le secteur biologique a de nombreux défis à relever en ce qui concerne les systèmes de certification. Il existe, par exemple, quantité de labels et de logos en concurrence qui impliquent non seulement différentes normes privées et publiques, mais aussi une section de la législation européenne qu'il y a lieu de comprendre et d'interpréter. Cette diversité reflète les conditions spécifiques qui s'appliquent aux opérateurs biologiques dans les pays ou les régions, ce qui peut aussi être source de confusion tant pour les consommateurs que pour les producteurs et peut engendrer, au final, des coûts multiples.

L'objectif principal du projet est d'élaborer des recommandations fondées sur les connaissances, acquises par la recherche, de la façon dont le système de certification des aliments biologiques peut être amélioré en termes d'efficacité, de transparence et de rentabilité. Le projet Certcost examine, en particulier, divers systèmes de certification existants et leur impact sur le marché intérieur des

denrées alimentaires biologiques. En combinant l'expérience et la connaissance des deux chercheurs du projet et celles des petites et moyennes entreprises (PME), le projet cherche à atteindre les objectifs suivants:

- fournir des informations fondamentales sur les systèmes de certification biologique;
- analyser l'application des systèmes de certification biologique et évaluer les dépenses et les coûts de transaction s'y rapportant;
- examiner les principaux avantages des systèmes de certification pour les consommateurs;
- mettre au point et appliquer des modèles économiques qui améliorent les systèmes de certification basés sur le risque et permettre que les coûts

des systèmes de certification soient associés aux bénéfices réalisés;

- développer des recommandations fondées sur la recherche au profit de différents groupes de parties prenantes;
- intégrer les points de vue des parties prenantes dans les travaux du projet et partager les résultats du projet avec elles et le public.

Réalisations et activités à ce jour

Certcost est entré dans sa troisième et dernière année. Les parties concernées seront informées de la plupart des résultats au terme du projet, mais de nombreuses activités ont déjà donné naissance à d'importantes réalisations.

« Notre objectif est de trouver des moyens de perfectionner le système de certification européen en améliorant la compréhension, par exemple en étudiant la façon dont les clients l'apprécient. »

Dr Stephan Dabbert, coordinateur de projet et professeur à l'université de Hohenheim

Le projet a élaboré une base de données (<http://www.organicrules.org/>) qui contient des informations sur tous les acteurs de la chaîne de certification biologique dans 19 États membres de l'UE et pays associés. La base de données communique le nombre et le nom des autorités et des organismes privés concernés, y compris les logos biologiques, dans chaque pays, l'objectif étant de créer une base de données publique conviviale et d'offrir un accès aisé à l'information sur les acteurs associés à la fixation des normes européennes et à la certification, et donc d'améliorer la transparence du système de certification européen.

Par ailleurs, en mars 2010, Certcost a également publié trois rapports publics sur différents domaines du projet, notamment un rapport sur la première réunion des parties prenantes tenue en novembre 2008, un rapport sur les concepts économiques de la certification biologique (2009) et un rapport sur le cadre réglementaire européen et sa mise en œuvre pour influencer les systèmes d'inspection

et de certification biologiques dans l'UE (2010). Les principales parties participant à la préparation de ces rapports étaient des représentants des organisations des agriculteurs, des organismes de certification/contrôle, des organismes gouvernementaux, de la Commission de l'UE, des transformateurs/négociants et des experts privés, qui ont tous participé à un dialogue constructif depuis le début de Certcost.

Les rapports analysent et présentent la logique économique de la certification et la partie de la législation européenne et internationale la plus importante qui fixe le cadre pour la certification biologique. Sur la base d'une synthèse de la littérature existante, un cadre théorique de certification biologique a été élaboré et les coûts de transaction pertinents liés à la production et au commerce de produits alimentaires biologiques ont été classés.

La recherche Certcost indique que le système de contrôle biologique pourrait être amélioré en se concentrant

davantage sur la nécessité de mieux harmoniser encore la surveillance de l'exécution de la réglementation par les organismes de contrôle et sur la façon dont la responsabilité qui incombe aux opérateurs de poursuivre le développement des systèmes biologiques peut être soutenue dans le cadre du système de contrôle et de certification.

Le projet a également été présenté lors d'expositions, de séminaires et de collaborations à d'autres événements. En septembre 2011, d'autres résultats du projet Certcost seront présentés au cours d'un atelier de deux jours organisé à l'occasion du congrès mondial du secteur biologique d'Isosfar-IFOAM (International Society of Organic Agriculture Research-International Federation of Organic Agriculture Movements) qui se tiendra en Corée et réunira les parties prenantes.

De plus amples informations sont disponibles sur le site www.certcost.org



© SIMON OLLING REBSDORF

Réflexions sur les produits
de qualité dans l'agriculture



La demande des consommateurs en matière de produits agricoles de qualité est en augmentation, mais les producteurs doivent comprendre les complexités des attitudes des consommateurs et la nécessité de fournir des informations claires.

Lorsqu'il est question de ce qu'ils mettent dans leur assiette, de plus en plus de consommateurs ont des idées bien précises à la fois sur ce qui est bon pour eux et sur ce qui l'est pour l'environnement. Des études sur le comportement des consommateurs révèlent que ces derniers ont une préférence pour les aliments sains, sûrs et issus d'une production durable.

Lorsqu'il s'agit d'acheter des denrées alimentaires, ces facteurs peuvent l'emporter sur le prix. Selon Petri Koskela, responsable des questions de qualité alimentaire auprès du ministère de l'agriculture en Finlande, les consommateurs finlandais sont prêts à payer plus cher pour des aliments sains qui ont du goût. «Les consommateurs se soucient davantage de la qualité et souhaitent plus de produits de qualité», précise-t-il.

L'exigence d'une assurance de qualité est une réponse à la complexité de la production alimentaire. De longues chaînes d'approvisionnement séparent aujourd'hui la production de la consommation des aliments. Parfois, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux traversent plusieurs pays avant de se retrouver sur les rayonnages du supermarché. Il peut être difficile de connaître les étapes intermédiaires — ce qui se passe réellement dans les usines de transformation. Or, les consommateurs se demandent comment ils peuvent avoir confiance dans le produit fini s'ils n'ont pas une idée précise de sa provenance.

La question de la confiance devient essentielle en cas de rupture de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, comme on l'a vu récemment en Allemagne où des aliments pour animaux ont été contaminés par des dioxines provenant de la

production de biodiesel, ce qui a semé le doute sur la sécurité des œufs et de la viande. Les vents de panique liés aux denrées alimentaires nuisent à la confiance du consommateur et aux économies rurales et font apparaître sous les feux des projecteurs certains aspects peu engageants de la production alimentaire.

Préoccupations des consommateurs

Lorsqu'ils sont interrogés sur leurs préoccupations en matière d'alimentation, les consommateurs évoquent un large éventail d'inquiétudes. Celles qui concernent la santé ont tendance à dominer, en particulier lorsqu'il s'agit de denrées spécifiques qui ont suscité quelques craintes dans le passé. M. Koskela explique que dans le cas de la viande bovine, par exemple, 34 % des consommateurs finlandais citent la santé comme préoccupation primaire, le prix venant plus bas dans les priorités, alors qu'il domine pour d'autres produits.

Une étude régulière effectuée par l'United Kingdom Food Standards Agency (FSA), l'agence britannique de normalisation alimentaire, montre également l'importance que les consommateurs accordent aux questions de santé et de sécurité, un élément auquel les producteurs doivent réagir. Deux tiers environ des consommateurs britanniques sont activement concernés par la sécurité alimentaire, les préoccupations les plus fréquemment citées étant l'intoxication alimentaire, la teneur en sel, sucres et graisses dans les aliments et l'utilisation d'additifs.

Mais les consommateurs veulent également être rassurés sur les aspects éthiques

et environnementaux. Dans l'étude de la FSA (1), le bien-être animal est considéré comme une préoccupation majeure au même titre que le prix. Non loin derrière se trouvent les préoccupations concernant les déchets alimentaires, l'utilisation de pesticides, l'alimentation du bétail et les kilomètres parcourus lors du transport des denrées alimentaires. En Finlande, M. Koskela explique que la sécurité alimentaire et le bien-être animal tendent à être les deuxième et troisième facteurs les plus importants pour les consommateurs après la santé. D'autres facteurs de priorité pour les producteurs et les fournisseurs finlandais en ce qui concerne la «qualité» des denrées alimentaires sont le caractère local de la production, le respect de l'environnement et le respect par la production des droits des travailleurs.

Choix d'achat

Lorsqu'ils sont confrontés à la dure tâche consistant à acheter des aliments qui répondent à ces critères, les consommateurs se trouvent face à trois choix: faire confiance à une marque, faire confiance à un concept (aliment «biologique», par exemple) ou faire confiance à un label d'assurance qualité spécifique.

Les producteurs ont une préférence pour les systèmes de labellisation parce qu'ils leur permettent de «prouver» la qualité de leurs produits. Les systèmes de labellisation de l'UE sont bien développés et offrent, aux côtés de nombreux systèmes nationaux, sectoriels ou de producteurs, des labels tels que l'appellation d'origine protégée (AOP), l'indication géographique protégée (IGP), les spécialités traditionnelles garanties (STG) et le nouveau logo biologique de l'UE.

(1) «Quarterly Public Attitudes Tracker», FSA, décembre 2009.



© T. HUDSON

Mais les producteurs doivent rester prudents et éviter que les systèmes de labellisation ne deviennent trop complexes. Selon M. Koskela, en Finlande du moins, c'est la confiance en la marque qui est actuellement la plus importante pour véhiculer la qualité alimentaire. «Les consommateurs finlandais comprennent les labels de produit de l'UE, mais ils sont relativement nouveaux. De plus, la Finlande a ses propres labels. Il y en a d'ailleurs énormément et les consommateurs ne les comprennent pas tous», confesse-t-il.

Selon le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), qui est établi à Bruxelles, la surabondance de labels est problématique. Comme l'indique une de ses porte-parole, «les consommateurs européens se soucient de plus en plus de la qualité, du bien-être animal et des facteurs environnementaux et sociaux, mais ils n'ont pas toujours la possibilité de trouver ces informations sur les produits. Il existe pléthore de labels de qualité, mais ceux-ci ne sont pas toujours contrôlés. Dans la plupart des cas, [la labellisation] n'aide pas les consommateurs et le BEUC se demande si les labels de qualité sont toujours justifiés».

Le BEUC soupçonne également certains producteurs de faire un usage abusif des labels. «Les stratégies des distributeurs sont parfois étranges, parce qu'ils feront payer

un produit plus cher simplement pour faire croire que le produit est de meilleure qualité», ajoute la porte-parole du BEUC.

Le Dr Susanne Padel, chercheur principal en économie sociale auprès de l'Organic Research Centre du Royaume-Uni, indique que des études plus poussées s'imposent pour savoir comment le consommateur comprend les labels. Il est prouvé que 8 % de la population reconnaît le système AOP/IGP et que ce pourcentage correspond à la part de marché actuelle des produits qui le portent. L'industrie alimentaire, dit-elle, «ne peut pas être sûre que ces labels sont largement compris». «Ils ne sont pas très populaires parmi les consommateurs, car on pense que l'initiative émane des producteurs.»

Faire confiance en l'agriculture biologique

Les consommateurs semblent avoir plus de facilité à faire confiance aux concepts plus larges de la production alimentaire qu'à comprendre un grand nombre de labels spécifiques. Cette tendance est d'autant plus manifeste dans le cas de l'alimentation biologique.

Antje Koelling, coordinatrice stratégique au siège bruxellois du groupe «UE» de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique, explique que

l'agriculture biologique est une «réflexion sur tout un système». Les consommateurs qui décident d'acheter des produits biologiques sont assaillis par différentes préoccupations, mais ils choisissent les aliments biologiques parce qu'ils pensent, d'une manière générale, qu'ils offrent un niveau de qualité plus élevé que les aliments non biologiques. «Par exemple, s'ils se préoccupent du bien-être animal, le logo biologique sera un raccourci pour établir un lien avec cette préoccupation», souligne M^{me} Koelling.

D'une manière générale, précise-t-elle, l'agriculture biologique l'emporte dans le cœur et l'esprit du consommateur. Il n'est plus nécessaire de «donner un gros coup de pouce» pour convaincre une personne de la nécessité d'une production alimentaire plus durable. Les consommateurs ont tendance à évoluer vers des aliments qui sont, preuve à l'appui, plus sains et moins nuisibles pour l'environnement. «Je ne m'attends plus à de grands bonds en avant, mais plutôt à une évolution progressive vers l'acceptation des aliments biologiques», précise M^{me} Koelling. Elle ajoute que si les labels de qualité peuvent prêter à confusion, d'une manière générale, ils «peuvent réellement aider», car, au fil du temps, ils encouragent les consommateurs à faire preuve de plus de discernement envers les denrées alimentaires.

Comportement imprévisible

Cependant, alors que l'exigence de qualité pour les denrées alimentaires augmente, il reste parfois difficile de prédire le comportement du consommateur. Les experts conviennent que les consommateurs ne font pas toujours ce qu'ils disent.

Dans le cas des aliments biologiques, par exemple, les consommateurs «indiquent [dans les sondages] qu'ils ont une préférence, mais, ensuite, ils agissent différemment», indique le Dr Padel. En Finlande, M. Koskela constate que les consommateurs «disent toujours qu'ils se préoccupent de la sécurité et du bien-être des animaux et qu'ils seraient disposés à acheter des produits biologiques, mais lorsqu'ils sortent des magasins, vous constatez qu'ils n'en ont pas acheté».

La préférence du consommateur pour la qualité varie d'un produit à l'autre et d'un pays à l'autre. Les consommateurs disent souvent qu'ils préfèrent les produits locaux ou auraient plus tendance à acheter des produits biologiques ou portant un label de qualité dans le cas des denrées alimentaires qui ont été associées à des problèmes de sécurité tels que les œufs ou la viande.

D'autres consommateurs achèteront des produits biologiques s'ils sont faciles d'accès, mais «si ceux-ci viennent à manquer, ils se tourneront par facilité vers des produits non biologiques», confesse le Dr Padel.

L'étude des préférences du consommateur pour des aliments de qualité est développée en termes de comportement d'achat d'aliments biologiques. Les travaux du Dr Padel et de ses collègues montrent qu'en Europe, c'est dans les plus grands États que l'on retrouve les plus grands marchés bio: Allemagne, Royaume-Uni, France et Italie, avec une prédominance notable pour l'Allemagne. En revanche, c'est au Danemark, en Autriche, en Suisse et en Suède que les dépenses en produits biologiques par habitant sont les plus élevées. Dans la plupart des pays de l'UE, la part de marché des denrées biologiques oscille entre 2 et 5 %.

Une restriction au développement des marchés pour les denrées de qualité est qu'il semble y avoir une limite au supplément que les consommateurs sont prêts à payer pour obtenir une version de qualité supérieure d'un produit donné par rapport à la qualité standard. Selon le Dr Padel, le supplément «varie d'un produit à l'autre, mais il semble tourner autour des 20 %; au-delà de 20 %, la volonté disparaît totalement».

Néanmoins, la promptitude à payer un peu plus cher semble s'étendre à un groupe plus large de consommateurs. Il peut y avoir des faux départs et des marches arrière, mais l'exigence du consommateur pour des denrées de qualité reste un facteur majeur dans la réorientation de l'agriculture européenne.

Liens utiles

- Ministère de l'agriculture et des forêts, Finlande — <http://www.mmm.fi/en/index/frontpage.html>
- United Kingdom Food Standards Agency — <http://www.food.gov.uk>
- Bureau européen des unions de consommateurs — <http://www.beuc.eu>
- Groupe «UE» de la Fédération internationale des mouvements de l'agriculture biologique — <http://www.ifoam-eu.org>

© UNION EUROPÉENNE, 1995-2011



European Commission
European Network for Rural Development

European Commission > Agriculture and Rural Development > Rural Development > EN RD

European Network for Rural Development

The European Network for Rural Development (ENRD) was launched in October 2008, to act as a focal point for all rural development actors across the EU. In particular, the ENRD helps ensure that Member States efficiently implement Rural Development Programmes (RDPs). [Go to ENRD](#) or download the ENRD leaflet (PDF [EN RD](#) [EN RD](#) [EN RD](#) [EN RD](#) [EN RD](#) [EN RD](#)).

Connecting Rural Europe ...

EN RD NEWS and UPDATE

RDP Projects Database
Online Now

OTHER NEWS

- 27 June, 2011: June edition of 'Rur@ll News' now available
The June issue of the ENRD newsletter, Rur@ll News, is now available in English. This month we take a closer look at the added value of networking, pay a visit to Greece, and report on a recent workshop on short supply chains for food. [Click here](#)
- 27 June, 2011: Finnish Network Support Unit (FNSU) visit Brussels
Members of the Finnish RDP Unit visited the ENRD Contact Point office as part of a wider study visit to Brussels, on 21 May, 2011. A number of issues were discussed including an NRR joint action to demonstrate the added value of networking. [Click here](#) for further info.
- 16 June 2011: EU Rural Review (3 & 4) available in multiple languages
The EU Rural Review Magazine – issues 3 (employment) and 4 (competitiveness) – are now available to download in the following languages: French, German, Spanish, Italian and Polish, as well as English. [Click here](#)
- 07 June, 2011: Multilingual Guide on Leader Application to RDPs available
The DG AGRI Guide on the Application of the Leader Axis of the Rural Development Programmes 2007-2013, is now available in multiple languages on the ENRD website. The guide is a tool for improving the implementation of the Leader approach. [Click here](#)

ENRD Privacy Statement

Le réseau européen de développement rural EN LIGNE

<http://enrd.ec.europa.eu>



Office des publications

ISSN 1831-5348



9 771831 534002